

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 25 septembre 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°729 ■

Chronique Eco

Les indicateurs macroéconomiques ont-ils encore un sens dans les économies sous-développées ?

P 16

AGRICULTURE

Cap sur la modernisation

L'Algérie veut bâtir une agriculture moderne, numérique et compétitive, capable de répondre aux besoins nationaux tout en réduisant la dépendance aux importations. À cet effet, une nouvelle stratégie innovante est en cours d'élaboration par la tutelle. En misant sur la jeunesse, l'innovation et la transparence, le ministère de l'Agriculture ambitionne de transformer le secteur en véritable moteur de croissance économique et de souveraineté alimentaire. P 3



LA PREMIÈRE ÉDITION PRÉVUE DU 6 AU 9 OCTOBRE À LA SAFEX Plus de 100 exposants attendus au salon FormaTech Expo

Placée sous le haut patronage de plusieurs ministères algériens, la première édition de FormaTech Expo se déroulera du 6 au 9 octobre 2025 au Palais des Expositions (SAFEX), à Alger. Ce salon professionnel, inédit par son ampleur, se veut une véritable plateforme de référence pour la formation, le management et les solutions technologiques au service de la compétitivité et de l'innovation.

P 2

SONELGAZ

Près de 203 milliards de dinars de créances impayées

Le montant global des créances impayées de Sonelgaz atteint aujourd'hui près de 203 milliards de dinars. Les ménages et clients privés concentrent à eux seuls environ 99 milliards DA, dont 61 milliards DA imputés directement aux familles. Le secteur public cumule pour sa part près de 52 milliards DA d'arriérés, principalement liés aux administrations locales et nationales, a indiqué Fatma-Zohra Soumia Merzougui, Directrice de la communication de Sonelgaz.

P 5

START-UP EN ALGÉRIE

Chercheurs et experts plaident pour une synergie nationale

Un colloque international, organisé mardi à l'université Abderrahmane Mira de Béjaïa par la faculté des sciences humaines et sociales, a réuni chercheurs, universitaires et experts autour des défis et opportunités des start-up en Algérie. Premier du genre dans la région, l'événement a mis en avant la nécessité d'une approche coordonnée pour bâtir un écosystème favorable à l'innovation et à l'entrepreneuriat.

P 5

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Vers une reconnaissance internationale pour renforcer l'exportation P 2

IATF 2025

44% des contrats conclus par l'Algérie sont des investissements P 3

LES 7^{es} RENCONTRES AFRIQUE-EUROPE DES HUISSIERS DE JUSTICE

L'Algérie affirme sa place sur la scène internationale P 3

BATNA
Salon national des bijoux
traditionnels et de la
joaillerie du 7 au 12
octobre prochains

La ville de Batna accueillera du 7 au 12 octobre prochains le salon national des bijoux traditionnels et de la joaillerie, a indiqué, hier, le directeur du tourisme et de l'artisanat, Abdelouahab Memou. Le même responsable a précisé à l'APS que ce salon, prévu dans la salle d'expositions « As-sihar », dans le centre de Batna, est organisé par la direction du tourisme et de l'artisanat, conjointement avec la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM). M. Memou a ajouté qu'il est prévu que des artisans activant dans le domaine de la bijouterie traditionnelle en or, en argent et en pierres précieuses, venus de différentes wilayas du pays, participent à cet événement qui sera également marqué par une session de formation à la conception de bijoux par l'utilisation de la technique 3D. Le salon vise à mettre en avant les activités liées à la fabrication de bijoux traditionnels, dans leur diversité, tant à l'échelle locale que nationale, ainsi qu'à contribuer à la promotion et à la commercialisation des produits des artisans, tout en leur offrant un espace d'échanges d'expériences. L'activité de fabrication de bijoux traditionnels compte, dans la wilaya de Batna, 1.500 artisans sur un total de 15.261 artisans spécialisés dans différentes autres métiers traditionnels, qu'ils soient liés à l'art ou à la production de biens et de services.

LA PREMIÈRE ÉDITION PRÉVUE DU 6 AU 9 OCTOBRE À LA SAFEX

Plus de 100 exposants attendus au salon FormaTech Expo

Placée sous le haut patronage de plusieurs ministères algériens, la première édition de FormaTech Expo se déroulera du 6 au 9 octobre 2025 au Palais des Expositions (SAFEX), à Alger. Ce salon professionnel, inédit par son ampleur, se veut une véritable plateforme de référence pour la formation, le management et les solutions technologiques au service de la compétitivité et de l'innovation.

Par M. A.

Avec plus de 100 exposants attendus et plus de 10 000 visiteurs professionnels issus de différents secteurs, l'événement offrira une immersion dans les pratiques et les technologies qui façonnent l'avenir du travail et du management. Panels, ateliers et espaces de networking permettront aux décideurs, experts et jeunes entrepreneurs d'échanger sur les enjeux actuels et futurs. Le programme abordera plusieurs thématiques phares, allant du leadership et de la qualité managériale au rôle des femmes à travers des "Success Stories" algériennes, en passant par les solutions ERP et CRM. L'impact de l'automatisation, de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité sur l'évolution des métiers sera également au centre des discussions. Un concours baptisé Forma tech Innova-

tor viendra valoriser les talents et les initiatives locales, tandis que des rencontres B2B seront facilitées par l'application BtoBLab. Pour les organisateurs, cet événement ne se limite pas à une simple exposition. « FormaTech Expo est une plateforme d'innovation et un catalyseur de transformation digitale au service de l'Algérie et de la région, portée par des enjeux majeurs de formation, d'employabilité et de durabilité », soulignent-ils. L'ambition dépasse toutefois les frontières nationales. Dès 2026, une expansion africaine est envisagée, avec des éditions prévues dans plusieurs pays du continent. Cette dynamique traduit la volonté de faire de l'Algérie un pôle d'excellence en matière de compétences, d'innovation et de formation professionnelle. L'événement cible en priorité les décideurs IT et managers RH en quête de solutions innovantes, les formateurs et consultants

souhaitant anticiper les besoins du marché, les startups porteuses de solutions digitales ainsi que les institutions impliquées dans le développement des compétences. Pour cette première édition, FormaTech Expo bénéficie du parrainage de plusieurs départements ministériels, notamment ceux de la Formation et de l'Enseignement professionnels, de l'Économie de la connaissance et des Start-up, de l'Environnement et de la Qualité de vie, ainsi que du Tourisme et de l'Artisanat. L'Observatoire national de la société civile et le Conseil supérieur de la jeunesse soutiennent également l'initiative. Avec son riche programme et son ouverture à l'international, FormaTech Expo s'annonce comme une vitrine incontournable des métiers modernes, des innovations digitales et des compétences de demain, au service d'une Algérie tournée vers l'avenir.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Vers une reconnaissance internationale pour renforcer l'exportation

Par Selma R.

L'Algérie franchit une étape majeure dans le développement de son industrie pharmaceutique, en visant l'obtention prochaine de la certification internationale de niveau 3 (ML3) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un label de qualité qui ouvrira la voie à l'exportation des médicaments fabriqués localement. Cette annonce a été faite par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, lors de l'ouverture de la 3e édition du Salon Hospitalia Expo, dédié aux établissements

de santé et à leurs services. Organisé sous le haut patronage des ministères de l'Industrie pharmaceutique et de la Santé, l'événement réunit professionnels, experts, représentants d'organisations professionnelles et cadres des deux secteurs. Dans son allocution, le ministre a insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts pour intégrer l'innovation et la numérisation dans les systèmes de santé nationaux. Selon lui, ces leviers sont essentiels pour renforcer la sécurité sanitaire du pays et développer les capacités de production locales, en conformité avec les standards internationaux.

« L'obtention de la certification ML3 de l'OMS, attendue en octobre prochain, marquera un tournant décisif. Elle permettra non seulement de faciliter l'exportation des médicaments algériens, mais aussi de consolider la crédibilité du produit national sur les marchés internationaux, notamment africains », a déclaré M. Kouidri. Le ministre a rappelé que l'industrie pharmaceutique algérienne couvre actuellement 81 % des besoins nationaux en médicaments, grâce aux efforts conjoints de l'État et des opérateurs du secteur. Cette performance place le pays en position de

force pour entamer une nouvelle phase : l'internationalisation de son industrie, avec un accent particulier sur le continent africain. Dans cette dynamique, le ministère s'attèle à simplifier les procédures d'enregistrement et de certification des produits pharmaceutiques locaux, tout en encourageant l'investissement dans des segments stratégiques tels que les biotechnologies, la production de vaccins et les dérivés du sang. L'ambition des hautes autorités est de bâtir un système de santé moderne, intégré et souverain, dans lequel le produit national occupe une

place centrale. Le ministre a souligné l'importance de renforcer les passerelles de coopération entre les secteurs de la santé et de l'industrie pharmaceutique, appelant à une coordination accrue entre les acteurs publics et privés. Le Salon Hospitalia Expo, considéré comme une plateforme d'échanges et de partenariats, met en lumière les potentiels technologiques et industriels de l'Algérie, tout en offrant un espace propice à la réflexion stratégique, au partage d'expertises et à la conclusion de partenariats durables.

STOCK NATIONAL DE MÉDICAMENTS ET DE DISPOSITIFS MÉDICAUX

Hausse de plus de 25 % prévue en 2026

Par R. E.

Le stock national de médicaments et de dispositifs médicaux devrait augmenter de plus de 25 % en 2026, a annoncé, mardi à Alger, le directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), Sabri Djerroud. S'exprimant à l'occasion de l'ouverture du Salon "Hospitalia Expo", en présence du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Kouidri, M. Djerroud a précisé qu'il est prévu que "le stock national de médicaments et de dispositifs médicaux

connaisse, d'ici 2026, une hausse de plus de 25 %", soulignant qu'une "augmentation de 39 % de la distribution des médicaments a été enregistrée en 2024, en sus d'une hausse de 41 % des réceptions de médicaments et de dispositifs médicaux". S'agissant du traitement du cancer, la PCH a enregistré "le plus grand budget de l'histoire de l'Algérie, consacré à la prise en charge de cette maladie, avec une hausse oscillant entre 20 et 30 %", a-t-il souligné. A ce titre, "une enveloppe de 84 milliards de DA a été allouée à la

lutte contre le cancer, dont 66 % destinés à l'acquisition de médicaments innovants", a expliqué M. Djerroud, pour qui cette opération traduit "les efforts considérables de l'Etat afin de garantir la disponibilité des médicaments et des dispositifs médicaux au niveau de tous les établissements de santé", ainsi que "l'intérêt particulier que le président de la République accorde au programme national de lutte contre le cancer". Evoquant les maladies rares, le même responsable a annoncé l'affectation de "plus de 40 milliards de DA pour l'acquisition des mé-

dicaments destinés à ces pathologies". Il a, en outre, fait état d'un "bond qualitatif de plus de 300 % dans l'acquisition de médicaments produits localement au profit des hôpitaux algériens au cours des cinq dernières années", soulignant que "l'hôpital algérien s'approvisionne désormais davantage de médicaments fabriqués localement que de médicaments importés". Il a souligné que la PCH s'est engagée dans "une bataille de modernisation et de création de partenariats constructifs, y compris avec les micro-entreprises et les start-up".

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AGRICULTURE

Cap sur la modernisation

L’Algérie veut bâtir une agriculture moderne, numérique et compétitive, capable de répondre aux besoins nationaux tout en réduisant la dépendance aux importations. À cet effet, une nouvelle stratégie innovante est en cours d’élaboration par la tutelle. En misant sur la jeunesse, l’innovation et la transparence, le ministère de l’Agriculture ambitionne de transformer le secteur en véritable moteur de croissance économique et de souveraineté alimentaire.

Par Sirine R.

Lors d’une rencontre nationale sur la modernisation du secteur, le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a lancé un message clair : l’Algérie doit en finir avec les approximations des chiffres et les données fragmentées pour bâtir des politiques publiques fiables. « Nous avons un problème avec les chiffres. Les vérités partielles sont pires que les mensonges », a affirmé le ministre, soulignant qu’il est impératif de reconstruire la chaîne de collecte et de traitement des données, depuis la base jusqu’au ministère. « On ne peut concevoir des décisions solides sans des résultats fiables », a-t-il insisté. À cet effet, il a plaidé pour un travail de fond, allant « de la base jusqu’au ministère », afin de disposer de statistiques précises sur le secteur. Tout cela devrait passer par un vaste projet de numérisation et l’adoption de solutions scientifiques précises pour atteindre les objectifs fixés. Le ministre a par ailleurs mis en avant la nécessité d’une plus grande proximité avec les investisseurs, les agriculteurs et les partenaires économiques, en plaidant pour un travail participatif entre les services agricoles, les chambres d’agricul-

ture, ainsi que les organisations et conseils professionnels. « Nous devons écouter davantage les représentants des différentes filières afin de lever les obstacles qu’ils rencontrent, parfois faciles à résoudre », a-t-il déclaré. Évoquant les difficultés structurelles, Yacine El-Mahdi Oualid a pointé le problème du respect des délais techniques et légaux dans l’exécution des programmes de développement agricole et rural. Il a annoncé à ce titre un renforcement du rôle de l’Inspection générale du ministère, afin de veiller au respect de ces engagements et d’accroître la rigueur dans le suivi des projets. Le ministre a également rappelé que l’Algérie dispose de capacités intellectuelles et professionnelles importantes, mais qu’elles doivent être mieux mobilisées collectivement. « Individuellement, l’agriculteur algérien a de grandes compétences, mais nous perdons parfois cette force dans l’action collective », a-t-il regretté, appelant à une mobilisation générale autour de la modernisation et de la numérisation du secteur. Cette rencontre s’inscrit dans le cadre des préparatifs de la prochaine conférence nationale sur la numérisation de l’agriculture, que le ministère entend placer au cœur de sa stratégie pour accroître la transparence, améliorer la gouvernance et

renforcer la compétitivité du secteur agricole. Dans sa vision stratégique, Yacine El-Mahdi Oualid a annoncé plusieurs axes de réforme majeurs. Il s’agit notamment de restructurer profondément les institutions agricoles qui n’ont pas évolué depuis l’indépendance et qui ne répondent plus aux réalités actuelles ; moderniser le secteur grâce à la mise en place de mécanismes de collecte de données précises et en temps réel, pour une prise de décision éclairée à travers les technologies avancées ; investir dans le capital humain et attirer les jeunes en s’inspirant des meilleures pratiques internationales pour améliorer la productivité ; réformer les mécanismes de financement et renforcer le soutien aux investisseurs nationaux et étrangers ; trouver un équilibre entre régulation du marché et augmentation de la production, afin de réduire la dépendance aux importations et résoudre définitivement les questions foncières, tant au nord qu’au sud du pays. « Le plus grand défi du secteur agricole reste l’amélioration de la productivité et l’utilisation optimale des ressources. Ces objectifs ne peuvent être atteints sans modernisation, sans s’inspirer des modèles internationaux réussis et sans investir massivement dans le capital humain », a conclu le ministre.

EL-OUED
Récolte
prévisionnelle de
plus de 10,5
millions qx de
pomme de terre
d’arrière saison

Une récolte de plus de 10,5 millions de quintaux (qx) de pomme de terre d’arrière saison est attendue cette année dans la wilaya d’El-Oued, a-t-on appris mercredi auprès de la Chambre locale de l’agriculture. La récolte couvre une superficie de 35.000 hectares (ha), soit le tiers de la superficie agricole exploitée dans la wilaya, avoisinant les 100.000 ha, en hausse de 2.000 ha par rapport à la saison précédente, a indiqué le président de la Chambre de l’agriculture, Djelloul Othmani. Selon M. Othmani, cette hausse de la superficie réservée à la culture de la pomme de terre d’arrière saison a été favorisée par les mesures préconisées par le secteur de l’agriculture, via le dispositif de régulation des produits de large consommation, pour assurer la pérennité de l’activité agricole et préserver le pouvoir d’achat du citoyen. La culture de la pomme de terre d’arrière saison est menée dans la plupart des communes de la wilaya, notamment les dix (10) à vocation agricole (Magrane, Hassi-Khelifa, Trifaoui, Taghezout, Reguiba, Debila, Ouermas, Miyeh-Ouensa, Oued-Allenda et Nakhla), à des niveaux différents de production, a-t-il expliqué. Cependant, 90 % de la production de la wilaya est assurée dans cinq (5) de ses communes (Hassi-Khelifa, Ouermas, Taghezout, Reguiba et Nakhla), leur permettant ainsi de disposer de marchés nationaux de commercialisation de la pomme de terre. La wilaya d’El-Oued arrive en tête des wilayas productrices de pomme de terre, avec une part de 45 % de la production nationale, selon le responsable. Elle produit diverses variétés de pomme de terre, avec un rendement de 300 à 350 qx à l’hectare, selon les données de la Chambre agricole.

LES 7^{es} RENCONTRES AFRIQUE-EUROPE DES HUISSIERS DE JUSTICE

L’Algérie affirme sa place sur la scène internationale

Par R E.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a affirmé, hier, que l’organisation par l’Algérie des 7^{es} Rencontres Afrique-Europe des huissiers de justice, illustre pleinement sa place et son rôle sur la scène internationale à tous les niveaux.

Dans son allocution à l’ouverture des travaux des Rencontres Afrique-Europe des huissiers de justice, organisées sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Boudjemaa a affirmé que "ce n’est pas un hasard si l’Algérie accueille cet événement majeur, alors qu’elle maintient sa présence africaine reconnue et

affirme pleinement son rôle sur la scène internationale, dans tous les domaines et à tous les niveaux". Le ministre de la Justice a indiqué que cet événement accueilli par l’Algérie "avec une ferme détermination", et marqué par une participation d’élite, constitue "un acquis majeur pour la grande famille juridique et judiciaire, aussi

bien à l’échelle régionale qu’internationale". Il a relevé, à ce titre, la participation de 180 invités issus de 33 pays d’Afrique, d’Europe, d’Amérique et d’Asie, faisant de cette manifestation la plus grande rencontre professionnelle après le Congrès international des huissiers de justice.

IATF 2025

44% des contrats conclus par l’Algérie sont des investissements

Par R E.

La valeur des accords d’investissement signés par l’Algérie lors de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) tenue à Alger du 4 au 10 septembre, a atteint 5 milliards de dollars, soit 44% du total des accords signés durant le Foire, a révélé, mercredi, le directeur général de l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI), Omar Rekkache. Dans une allocution prononcée au siège de l’Agence, à l’occasion d’une rencontre avec les entreprises algériennes signataires des accords d’investissement lors de l’IATF, M. Rekkache a précisé que les accords

conclus par l’Algérie durant cet événement important, d’un montant de 11,4 milliards de dollars, "se répartissent entre 5 milliards de dollars de contrats d’investissement et le reste en contrats commerciaux portant sur l’échange de biens et services ainsi que le renforcement des échanges intra-africains". La part de l’Algérie dans le total des accords signés lors de la Foire s’est élevée à 23,6% du volume global des transactions (48,3 milliards de dollars), conclues avec 31 pays, dont certains en dehors du continent africain, tels que les Etats-Unis d’Amérique, l’Allemagne, le Canada et la Chine. Ces accords couvrent plusieurs secteurs, notamment les industries élec-

triques et énergétiques, la sidérurgie, l’agroalimentaire et les produits électroniques, selon le même responsable. A cette occasion, M. Rekkache a réitéré l’engagement de l’AAPI à "accompagner les opérateurs économiques et les investisseurs jusqu’à la concrétisation de leurs projets sur le terrain", appelant les médias à contribuer à cette dynamique en relayant les expériences réussies susceptibles d’inciter d’autres opérateurs à s’inscrire dans cette démarche, d’autant plus que la presse joue un rôle central dans le renforcement de la confiance et la promotion de l’image de l’Algérie en tant qu’acteur économique régional et pays attractif pour l’investissement. La ren-

contre de coordination a pour objectif la mise en place d’un mécanisme de suivi permanent pour la réalisation des projets et contrats signés. A cet effet, un lien a été mis à disposition sur le site web de l’AAPI, comprenant un formulaire permettant aux opérateurs économiques d’exprimer leurs préoccupations et de préciser les besoins liés à leurs projets. Cette initiative entend assurer un suivi personnalisé des investisseurs et faciliter les différentes démarches administratives liées à la concrétisation des accords, garantissant ainsi rapidité et efficacité dans leur mise en œuvre.

MONNAIE

Le dollar se renforce face à l’euro

Le dollar est en hausse mercredi, soutenu par le ton prudent employé par le président de la banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell, sur de prochaines baisses de taux. Le billet vert prenait 0,39% par rapport à la monnaie unique européenne, à 1,1769 dollar pour un euro et gagnait 0,33% face à la livre sterling à 1,3482 pour un dollar. Le patron de l'institution monétaire américaine a estimé que les taux d'intérêt étaient actuellement "au bon niveau pour réagir aux évolutions économiques potentielles". "Si nous assouplissons (la politique monétaire) de manière trop soutenue, nous risquons de ne pas atteindre notre objectif en matière d'inflation", a-t-il aussi déclaré. "Cette prudence profite au dollar car des taux directeurs élevés sont favorables à une monnaie relative-ment plus forte", expliquent des analystes.

MÉTaux PRÉCIEUX
L’or se stabilise à des niveaux records

Les prix de l'or ont progressé mercredi pour évoluer à proximité de leur record historique, dopés par les anticipations de baisse des taux d'intérêt aux Etats Unis et les tensions géopolitiques. L'or au comptant s'échangeait à 3.778,78?dollars l'once (+0,4?%), après avoir atteint 3.790,82?dollars la veille. Les contrats à terme pour livraison en décembre reculaient légèrement à 3.812,10?dollars (-0,1?%). Selon son président, Jerome Powell, la banque centrale continuerait d'équilibrer ses préoccupations face à la faiblesse du marché du travail et à la montée de l'inflation. Les investisseurs attendent désormais la publication vendredi de l'indice des dépenses de consommation personnelle (PCE), principal indicateur d'inflation privilégié par la Fed, pour obtenir de nouveaux signaux sur d'éventuelles baisses de taux. L'or, souvent considéré comme une valeur refuge en période d'incertitude, tend à augmenter dans un environnement de taux d'intérêt bas. "Avec la turbulence géopolitique et l'incertitude économique qui stimulent la demande de valeurs refuges, conjuguées à des attentes croissantes d'une Fed plus accommodante, l'or devrait se consolider au-dessus de 3.750 dollars à court terme, avec une nouvelle résistance potentielle autour de 3.900 dollars", estiment des analystes du marché. Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant a progressé de 0,5 % à 44,23 dollars l'once, évoluant à un sommet de près de 14 ans. Le platine a gagné 0,4 % à 1 483,53 dollars, tandis que le palladium s'est apprécié de 0,3 % à 1.225,46 dollars.

DÉVELOPPEMENT DU PAYSAGE NUMÉRIQUE EN ALGÉRIE

Rencontre consultative avec les créateurs de contenu

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, et le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, ont présidé, mardi à Alger, une rencontre consultative avec des créateurs de contenu et des acteurs du numérique, visant à élaborer une vision commune contribuant au développement du paysage numérique en Algérie. Dans son allocution d'ouverture, à laquelle ont assisté des responsables et des cadres de plusieurs secteurs, M. Zerrouki a salué le grand nombre de créateurs de contenu ayant exprimé leur volonté de participer à cette rencontre, relevant que le ministère a procédé à la sélection d'un premier groupe représentant différentes wilayas du pays et divers domaines. La rencontre a pour objectif "d'écouter les préoccupations des créateurs de contenu et de les accompagner à travers une formation adaptée, tout en favorisant l'échange d'idées et d'expériences, afin d'élaborer une vision commune contribuant au développement du paysage numérique en Algérie, au service de l'intérêt

du pays", a fait savoir le ministre. Il a annoncé l'organisation d'une autre rencontre "d'ici la fin de l'année en cours ou, au plus tard, au début de l'année prochaine, qui regroupera un grand nombre de créateurs de contenu en Algérie, et constituera une occasion d'ouvrir un débat plus large autour des différents défis". De son côté, M. Bouamama a indiqué que l'organisation de cette rencontre s'inscrivait dans le cadre d'"une vision commune entre les deux ministères, visant à accompagner la révolution numérique et à soutenir toutes les initiatives qui confortent la place de l'Algérie dans cet espace numérique et contribuent à la diffusion d'une image positive du pays", soulignant que "les profondes mutations que connaît le monde nous dictent de nous y adapter et d'en tirer profit". La création de contenu, a-t-il ajouté, représente "une transformation radicale du paysage médiatique national et international", le contenu numérique étant devenu aujourd'hui "un outil influent dans la formation de l'opinion publique, la transmis-

sion du savoir et la valorisation de l'identité nationale. Cette réalité impose à ses acteurs de respecter des critères de qualité et de crédibilité, ainsi que des valeurs éthiques, à travers la production d'un contenu pertinent et de qualité, conforme aux normes internationales et préservant nos valeurs authentiques". Le ministre de la Communication a également indiqué que l'Algérie "est consciente que la transformation numérique n'est plus une option, mais une nécessité pour répondre aux exigences de l'époque", mettant en avant la volonté du ministère de "réviser certains textes et d'accélérer l'élaboration de nouvelles dispositions pour encadrer cette activité, ainsi que de mettre en place les deux autorités de régulation de l'audio-visuel et de la presse écrite et électronique". Il a exprimé, dans ce sens, "son engagement à ouvrir des canaux de dialogue et de concertation permanents avec les créateurs de contenu numérique, afin d'écouter leurs préoccupations et de formuler des propositions concrètes et réalisables".

QUALITÉ DE L’EAU

Les experts appellent à restaurer la confiance des citoyens

Des experts ont souligné, mardi à Alger, la nécessité de restaurer la confiance des citoyens dans la qualité de l'eau du robinet dont la consommation représente "un choix à la fois économique, écologique et responsable". Lors d'une journée d'étude organisée par l'Académie algérienne des sciences et technologies (AAST), en collaboration avec l'Ecole nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL), plusieurs spécialistes ont souligné la nécessité d'informer davantage sur la qualité de l'eau du réseau, qui fait l'objet de contrôles réguliers. Ainsi, professeur Nabil Mamri de l'Ecole nationale polytechnique (ENP), a indiqué que l'eau du robinet est soumise à des traitements et analyses rigoureuses qui la rendent sûre à la consommation. Le professeur Amar Tilmatine, de l'université de Sidi Bel Abbès, a présenté, pour sa part, une alternative basée sur l'ozonation, une méthode de traitement de l'eau destinée à remplacer ou compléter le chlore. Cette technique présente l'avantage de ne pas générer de sous-produits indésirables ni d'arrière-goût, contrairement au chlore encore largement utilisé, selon les explications du Pr Tilmatine. Selon lui, un contrat devrait prochainement être signé entre l'Université de Sidi Bel Abbès et l'Office national de l'assainissement pour l'installation de la première unité pilote de traitement par ozonation en Algérie, au niveau de la station d'épuration de Moulay Slissen (Sidi Bel Abbès). "Si les résultats en labora-

toire sont confirmés, cette technologie pourra être généralisée à d'autres stations", a-t-il affirmé. A l'issue de cette journée, les participants ont appelé à une mobilisation pour promouvoir un usage responsable et durable de l'eau potable et préserver les ressources naturelles. "Boire l'eau du robinet, c'est un choix à la

fois économique, écologique et responsable. C'est aussi un acte pour protéger les générations futures", ont-ils conclu, tout en insistant sur la nécessité de renforcer les campagnes d'information et de sensibilisation à l'intention des consommateurs.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		أسعار التجزئة ²			المنتجات
		دج / كغ			
		معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا
	Tomate	63	75	50	الطماطم
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف
	Carotte	92	104	81	الجزر
	Navet	104	117	92	لفت
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار
	Courgette	97	111	82	الكوسة
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء
Laitue	110	125	96	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي
	Datte	590	717	463	التمر
	Banane	425	437	413	الموز
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر
	Raisin	215	277	152	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	450,00	0,00	2,51	6,39	7,94	7,78	155	69 750,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	0,01	-0,37	9,07	5,52	39754	56 053 140,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	-1,18	-1,62	6,25	6,61	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 229,00	2229,00	0,00	-1,59	-1,80	10,63	5,61	2062	4 596 198,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,14	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	385,00	400,00	+3,90	3,68	-0,58	3,78	5,25	5588	2 235 200,00

SONELGAZ

Près de 203 milliards de dinars de créances impayées

Le montant global des créances impayées de Sonelgaz atteint aujourd’hui près de 203 milliards de dinars. Les ménages et clients privés concentrent à eux seuls environ 99 milliards DA, dont 61 milliards DA imputés directement aux familles. Le secteur public cumule pour sa part près de 52 milliards DA d’arriérés, principalement liés aux administrations locales et nationales, a indiqué Fatma-Zohra Soumia Merzougui, Directrice de la communication de Sonelgaz.

Par Mourad A.

Intervenant sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, Mme Merzougui a précisé que ces impayés concernent à la fois la consommation d’énergie, estimée à près de 151 milliards DA, et les travaux réalisés pour divers partenaires, évalués à 52 milliards DA, bien que ces derniers fassent souvent l’objet de conventions de règlement. « La situation des créances met une pression réelle sur nos équilibres financiers, mais nous privilégions toujours le dialogue et la proximité avec nos clients. La coupure d’électricité ou de gaz n’est envisagée qu’en dernier recours », a-t-elle déclaré. Pour améliorer le recouvrement, Sonelgaz a multiplié les mesures de facilitation : ouverture des agences les samedis, diversification des moyens de paiement, dont le recours croissant à l’application BaridiMob en partenariat avec Algérie Poste, ainsi que des campagnes locales de sensibilisation. Au-delà de la question des factures, l’entreprise place désormais la prévention et la sécurité des citoyens au cœur de ses priorités. Dès le mois d’octobre 2025, une campagne nationale de sensibilisation sera lancée sur l’ensemble du territoire. Cette initiative, pilotée par Sonelgaz Distribution, poursuit deux ob-

jectifs majeurs : la prévention des risques d’intoxication au monoxyde de carbone et la promotion d’une consommation rationnelle de l’énergie. « Nous voulons responsabiliser les consommateurs et renforcer leur culture de prévention », a souligné Mme Merzougui. « Les accidents liés au monoxyde de carbone sont évitables. C’est pourquoi nous mettons tous les moyens de communication à contribution, des réseaux sociaux aux radios locales, en passant par des partenariats avec les associations de protection des consommateurs ».

16,5 millions de détecteurs de CO

La sécurité domestique constitue également l’un des axes forts de la stratégie de Sonelgaz, à travers le programme national d’installation de détecteurs de monoxyde de carbone, décidé par le Conseil des ministres du 24 janvier 2023. Son objectif est d’équiper 11 millions de clients, soit environ 22 millions de détecteurs installés dans les foyers algériens. Déployé en deux phases, ce programme a d’abord concerné 20 wilayas prioritaires dès avril 2023, avant d’être généralisé à l’ensemble du pays à partir de décembre de la même année. À ce jour, plus de 16,5 millions de détecteurs ont déjà été installés, tandis que

moins de 6 millions restent à poser d’ici fin 2025. Particularité notable : ces équipements sont fabriqués localement par la filiale SAIEG, ce qui garantit un dispositif « 100 % algérien ». Leur installation est gratuite, systématique et planifiée wilaya par wilaya. Néanmoins, certaines contraintes entravent encore l’avancement. Plus de 500 000 clients étaient absents lors du passage des équipes techniques, et environ 15 000 foyers ont exprimé un refus catégorique d’installation. « Nous insistons auprès de la population : ces détecteurs sauvent des vies », a affirmé la Directrice de la communication. « L’installation n’est pas une option, elle s’inscrit dans un programme national qui vise à protéger chaque famille algérienne ». Entre la nécessité de recouvrer des créances colossales, l’obligation de sensibiliser les citoyens et la généralisation d’un programme de sécurité domestique inédit par son ampleur, Sonelgaz assume aujourd’hui un rôle qui dépasse largement celui d’un simple fournisseur d’énergie. Comme l’a résumé Mme Merzougui : « Notre mission est double : garantir la continuité de service tout en assurant la sécurité de nos clients. C’est à ce prix que nous réussissons à concilier performance économique et responsabilité sociale ».

START-UP EN ALGÉRIE

Chercheurs et experts plaident pour une synergie nationale

Par Réda Hadi

Un colloque international, organisé mardi à l’université Abderrahmane Mira de Béjaïa par la faculté des sciences humaines et sociales, a réuni chercheurs, universitaires et experts autour des défis et opportunités des start-up en Algérie. Premier du genre dans la région, l’événement a mis en avant la nécessité d’une approche coordonnée pour bâtir un écosystème favorable à l’innovation et à l’entrepreneuriat. Les intervenants ont unanimement souligné que la réussite des start-up passe par l’implication simultanée de plusieurs acteurs : universités, incubateurs, pouvoirs publics, entreprises et société civile. Pour le Pr Moussa Boukrif, l’intégration des industriels dans le processus d’accompagnement est essentielle afin de donner une concrétisation réelle aux idées novatrices et de favoriser leur transformation en projets viables. Il a insisté sur l’importance de développer une véritable culture du risque dans l’innovation, encore freinée par des mentalités trop prudentes. Boukrif

a plaidé pour une approche écosystémique, où chaque acteur joue un rôle complémentaire, et pour l’élaboration d’une feuille de route nationale de développement des start-up. De son côté, le Dr Haroun Omar, de l’université de Médéa, a mis l’accent sur la nécessité d’introduire l’esprit entrepreneurial dès le système éducatif. Selon lui, l’enseignement de l’innovation et de l’entrepreneuriat devrait être intégré dans les programmes scolaires et universitaires pour former une génération capable de créer et de gérer des entreprises innovantes. Il a également appelé à un engagement accru de l’État dans le financement de la recherche scientifique et de l’économie du savoir, tout en stimulant le secteur privé par des fonds de capital-risque et des instruments financiers modernes. L’objectif : coordonner les efforts afin d’atteindre un développement durable à court et moyen terme. Le président du colloque, Dr Noui Rabah, a rappelé que les start-up ne doivent pas être perçues comme de simples initiatives économiques marginales mais comme de véritables leviers de modernisation, capables de trans-

former le tissu économique et social. En organisant ce colloque, l’université ambitionne de jouer un rôle de passerelle entre la recherche académique et le monde de l’entreprise, créant un espace de rencontre propice à la co-construction d’un écosystème performant. La rencontre a aussi été enrichie par des contributions internationales en visioconférence. Le Pr Scott Thomas, de l’université du Sud du Danemark, a présenté une analyse sur l’évolution des indicateurs mondiaux de l’entrepreneuriat, tandis que le Pr François Vatin, de l’université Paris-Nanterre, a évoqué la relation entre planification, marché et innovation dans les modèles de développement économique. Enfin, une dizaine d’ateliers thématiques ont permis d’approfondir les discussions autour de la gouvernance de l’innovation, des instruments de financement, du rôle des incubateurs et des stratégies de mise en réseau. Ces échanges ont débouché sur des pistes concrètes pour bâtir un écosystème entrepreneurial intégré, clé de la réussite des start-up en Algérie.

ÉTÉ 2025 Des records de consommation électrique maîtrisés

Par M. A.

L’été 2025 a été marqué par des vagues de chaleur et une humidité élevée qui ont fortement sollicité le réseau électrique national. Le 24 juillet, la consommation a atteint un pic historique de 20 628 MW. Grâce à une capacité installée de plus de 27 000 MW, renforcée par l’ajout de 1 172 MW pour la saison estivale, Sonelgaz a pu maintenir une réserve de sécurité estimée à près de 7 000 MW. Cette marge a permis d’assurer la couverture des besoins domestiques tout en maintenant les exportations d’électricité vers la Tunisie. « Malgré les pics estivaux, nous avons pu garantir un approvisionnement régulier et stable, ce qui démontre la robustesse de notre système », a expliqué Fatma-Zohra Soumia Merzougui, Directrice de la communication, sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. Pour renforcer la résilience du réseau, Sonelgaz a mené un vaste programme de modernisation et d’entretien durant l’été. Plus de 2 000 km de lignes de distribution et 622 postes supplémentaires ont été installés, tandis que des opérations intensives de maintenance ont été réalisées sur les lignes de transport, notamment sur le littoral entre août et septembre. Dans le Grand Sud, des cabines mobiles ont été déployées et plusieurs réseaux ont été réhabilités afin de sécuriser l’alimentation dans les zones isolées. Ce dispositif a reposé sur une mobilisation continue des agents de production, de transport et de distribution. « Nos équipes sont en première ligne, souvent dans des conditions climatiques difficiles. Leur engagement permanent est la clé de la stabilité énergétique que nous garantissons chaque jour aux Algériens », a insisté Mme Merzougui. Au-delà de ses frontières, Sonelgaz affirme ses ambitions internationales, avec une priorité donnée au continent africain. Lors de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), son stand a attiré l’attention de plus de 50 pays, entre diplomates, investisseurs et entreprises, même si aucune convention n’a encore été signée. Les taux élevés d’électrification et de pénétration du gaz en Algérie ont été mis en avant comme modèle de référence. La stratégie Sonelgaz 2035 donne la priorité au développement africain, notamment à travers deux filiales phares : SAIEG, spécialisée dans la fabrication d’équipements électriques et gaziers, et Sonelgaz Services, reconnue pour son expertise en formation et homologation. Plusieurs projets concrets sont déjà en cours : la centrale électrique au Niger a enregistré des avancées notables, tandis qu’une mission d’experts dépêchée à Damas en juin 2025 a permis de définir une feuille de route de coopération technique et de formation en Syrie. « Notre vision est claire : faire de Sonelgaz un acteur régional majeur, capable d’exporter son savoir-faire autant que son énergie. L’Afrique est notre priorité, mais notre expertise est appelée à rayonner bien au-delà », a-t-elle conclu.

BOUMERDÈS

L’ADE dotée de deux laboratoires mobiles pour le contrôle de la qualité de l’eau potable

L'unité de Boumerdès de l'Algérienne des eaux (ADE) a été renforcée par deux (2) laboratoires mobiles destinés à l'analyse et au contrôle de la qualité de l'eau potable, a-on appris, mardi, du directeur de l'unité, Youcef Hedhoum. La remise de ces équipements par le wali, Fouzia Naâma, s'est déroulée en marge du lancement d'une campagne de sensibilisation sur la préservation de l'eau potable, organisée en coordination avec la direction de l'éducation de la wilaya. Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de l'ADE visant à améliorer la qualité de l'eau et à renforcer la performance du service public, a indiqué à l'APS, le responsable de l'unité ADE de Boumerdès. Dotés de moyens modernes, ces laboratoires permettront notamment d'effectuer un contrôle immédiat de la qualité de l'eau sur le terrain, d'intervenir rapidement en cas d'urgence et de réaliser plus de 69.000 analyses/an, a-t-il ajouté. Cette dotation vise également à renforcer la mission du laboratoire central de l'unité de Boumerdès, actuellement chargé du suivi de la qualité de l'eau à travers des plans d'échantillonnage réguliers, des analyses bactériologiques et physico-chimiques approfondies, et la formulation des recommandations nécessaires, selon la même source. A noter que l'alimentation en eau potable (AEP) de la wilaya de Boumerdès est assurée principalement par le barrage Taksebt de Tizi-Ouzou (147.000 M3/jour), outre le barrage Keddara (15.000 M3/jour), les eaux dessalées (88.000 M3/jour), et les eaux souterraines (42.000 M3/jour).

BOUIRA

Lancement des travaux de raccordement du barrage Tilesdit à la SDEM de Béjaia

Le coup d’envoi des travaux de raccordement du barrage de Tilesdit (Bouira) à l'usine de dessalement d’eau de mer (SDEM) de Tighremt (Béjaia), a été officiellement donné mardi à Bouira par les autorités locales de la wilaya qui ont lancé les travaux de réalisation des deux premiers réservoirs de stockage.

C'est au cours d'une visite effectuée au barrage de Tilesdit à Bechloul (Est de Bouira), que le wali Abdelkrim Laâmour, accompagné du directeur central des transferts à la direction générale de l'Algérienne des eaux (ADE), Nacer Chikired, a donné le coup d'envoi des travaux de réalisation de l'un des deux grands réservoirs de stockage d'une capacité de 5.000 M3 chacun. Confiés à l'entreprise TG CTP (Terrassement, génie civil, et travaux pétroliers) pour une enveloppe financière de 10 milliards de dinars, les travaux de la réalisation du premier réservoir ont été lancés en présence des présidents de 16 communes de l'est et du sud-Est de la wilaya. Les travaux du second réservoir ont été lancés dans la commune d'Ath Mansour, a indi-

qué à l'APS le directeur de l'ADE de Bouira, Hakim Lacen. Les communes concernées par ce projet d'envergure sont notamment Ath Mansour, M'Chedallah, Chorfa, Ahnif, El Asnam, Bechloul, Haizer, Ath Laksar, Bordj Khris, El Adjiba, Oued El Bardi, selon les détails fournis par le même responsable "Il s'agit d'un projet stratégique et très vital", avait déclaré à la presse le wali de Bouira, lors de l'installation du chantier de ce projet, il y'a quelques semaines. Le projet porte sur le raccordement du barrage de Tilesdit à l'usine de dessalement d'eau de mer de Tighremt à travers la réalisation d'une série d'ouvrages et d'un réseau de raccordement afin de renforcer l'approvisionnement en d'eau potable dans les communes exposées au manque d'eau potable notamment en

période d'été. L'usine de dessalement d'eau de mer de Tighremt figure parmi les projets stratégiques approuvés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre du programme complémentaire de renforcement de la sécurité hydrique en Algérie. Ce programme prévoit la réalisation de cinq (05) usines principales de dessalement de l'eau de mer, chacune d'une capacité de production de 300.000 M3/jour. D'une capacité de 165 millions m3, le barrage de Tilesdit alimente 14 communes dans les wilayas de Bouira et de Bordj Bou Arreridj. Une partie de ses eaux est destinée à l'irrigation de près de 7.000 hectares de terres agricoles à Bouira, selon les détails fournis par les responsables locaux du secteur.

BLIDA

Campagne de sensibilisation sur la rationalisation de la consommation d’eau au profit des élèves

Une campagne de sensibilisation sur l'importance de la rationalisation de la consommation d'eau a été lancée, mardi, par l'unité de Blida de l'Algérienne des eaux (ADE), à destination des élèves des cycles primaire et moyen, a indiqué l'établissement dans un communiqué. Intitulée "Ambassadeurs de l'eau", cette initiative, qui coïncide avec la rentrée scolaire 2025/2026,

est organisée en coordination avec la direction de l'éducation. Elle vise à inculquer aux jeunes générations une culture de la rationalisation de la consommation et de la préservation de cette ressource vitale, selon la même source. La première étape de l'opération a concerné le collège de l'enseignement moyen (CEM) "Chahid Messaadia Rachid" et l'école primaire

"Salem Belkacem" de la commune d'Ouled Yaich, où des séances pédagogiques ont été animées, notamment sur le cycle naturel de l'eau, de son acheminement depuis la source jusqu'au robinet, ainsi que sur la nécessité de lutter contre son gaspillage. Des dépliants contenant des conseils pratiques ont également été distribués aux élèves pour les en-

courager à faire un usage rationnel de l'eau au sein de la société et de leur famille. Ces activités ont suscité un vif intérêt auprès des élèves et de la communauté éducative. La campagne se poursuivra jusqu'à la fin de la semaine et touchera d'autres établissements scolaires de la wilaya, est-il précisé dans le même communiqué

TIMIMOUN

Mise en service de plusieurs structures scolaires

Plusieurs structures scolaires ont été mises en service dans la wilaya de Timimoun, au titre de la saison scolaire 2025/2026, a-t-on appris mardi de la direction des équipements publics (DEP). Il s'agit de cinq collèges d'enseignement moyen (CEM), implantés à la cité des 300 logements à Timimoun, Ksar Tabou dans la commune de Cherouine, Ksar Hiha dans celle d'Ouled-Aïssa et deux autres à Bahamou et Gallou, dans la commune de Talmine, a détaillé le DEP, Samia M'ha-

medi. Deux groupements scolaires ont été également ouverts dans la commune de Cherouine et Ksar Sekia (commune de Talmine), en plus de classes d'extension et de cantines scolaires. Ces opérations visent à améliorer les conditions de scolarisation des élèves et à atténuer la surcharge des classes et les contraintes de déplacement des élèves issus des régions rurales et enclavées. Intervenant en ouverture de la rentrée scolaire, le wali de Timimoun, Benamar Souana, a appelé les

responsables du secteur à l'amélioration de la scolarisation, avant de saluer les efforts fournis par l'Etat pour la réalisation des établissements pédagogiques et la promotion du cadre de scolarisation. Les moyens humains et matériels nécessaires ont été réunis pour assurer la réussite de la rentrée scolaire dans la wilaya, à la satisfaction de plus de 57.000 élèves de la wilaya, notamment le transport et la restauration dès le premier jour de la rentrée.

BENI-ABBES

Lancement prochain des études du mégaprojet de transfert des eaux Adrar-Beni-Abbes -Bechar-Gara-Djebilet

Les études pour la réalisation d'un mégaprojet de transfert des eaux, depuis la wilaya d'Adrar, en passant par Beni-Abbes et Bechar jusqu'au site minier de fer de Gara-Djebilet, situé dans la wilaya de Tindouf, seront prochainement lancées, a-t-on appris, mardi, de la direction locale du secteur de l'hydraulique. Selon Abderrahmane Zenagui, premier responsable de cette direction, les études nécessaires à la réalisation de cet ambitieux projet de transfert hydraulique entre les wilayas d'Adrar et

Beni-Abbes, en passant par la wilaya de Bechar, jusqu'au gisement de fer de Gara-Djebilet, situé dans la wilaya de Tindouf, sur plus de 1.400 km, seront bientôt initiées sous la supervision du secteur de l'hydraulique. Ce futur projet hydraulique, qui est préconisé pour garantir l'alimentation en eau potable aux habitants de Beni-Abbes, contribuera également à répondre aux besoins du site minier de Gara-Djebilet, a-t-il précisé. Le lancement des études pour la mise en œuvre de ce projet de transfert

d'eau représente une réponse concrète du secteur de l'hydraulique aux besoins en eau potable des habitants de la wilaya de Beni-Abbes et constitue également une contribution effective de la part de notre secteur au développement du secteur minier national, ainsi qu'à l'industrie nationale, de même qu'il lui permet de prendre part à la dynamique et au processus de développement global du Sud-ouest du pays, a indiqué le même responsable. En marge de cette opération, il est également prévu le lancement, incessam-

ment, des travaux du projet de transfert des eaux du champ de captage de la région de Tamtert vers Beni-Abbes, selon le même responsable. Ce projet, dont six forages ont déjà été réalisés, verra également l'entame des travaux pour la concrétisation d'une conduite d'une longueur de 30 kilomètres, destinée à l'acheminement des eaux pour le renforcement de l'AEP du chef-lieu de wilaya et des zones avoisnantes, a fait savoir le même responsable.

INTERFACES CERVEAU-MACHINE

Une révolution technologique... ou de la pensée ?

Alors que Starfish Neurosciences vient de révéler sa feuille de route, visant notamment à minimiser le côté invasif de son futur dispositif et à favoriser une implantation d’interfaces dans des différentes régions du cerveau. Les interfaces cerveau-machine (ICM), longtemps reléguées aux laboratoires de recherche ou aux œuvres de science-fiction, pourraient s’inscrire dans notre quotidien de manière durable. Mais cette innovation, loin de n’être qu’une énième prouesse technologique, marque un tournant dans notre rapport au corps, à la pensée... et à l’humain lui-même.

Par Albert Meige (*)

Depuis sa création, l’Homme n’a cessé de développer des outils pour compenser ses faiblesses et repousser ses limites. Les ICM représentent d’une certaine manière l’aboutissement de cette dynamique : elles ne prolongent plus simplement nos membres, comme avec le smartphone, mais elles s’immiscent désormais au cœur de notre cognition. Le philosophe Marshall McLuhan évoquait la technologie comme l’extension du corps ; les ICM sont davantage celles de l’esprit. Toutefois, une question importante se pose : jusqu’où pouvons-nous hybrider l’humain sans en altérer l’essence ? À l’image du cyborg de Donna Haraway, ces nouvelles interfaces redessinent les frontières entre nature et technologie, liberté et dépendance, identité et algorithme. Une mutation est amorcée — à la fois fascinante, inquiétante, et profondément philosophique.

Concrètement, de quoi parlons-nous ?

Définit par l’Inserm comme un système

de liaison directe entre un cerveau et un ordinateur, un ICM permet à une personne d’effectuer des tâches sans recourir aux nerfs périphériques et aux muscles. Grâce à la mesure de l’activité cérébrale et à sa conversion en sorties fonctionnelles, il permet notamment à des personnes souffrant de handicaps majeurs de retrouver une certaine autonomie. Via un dispositif, implanté dans le cerveau ou un capteur externe, une personne amputée trouve la capacité de contrôler les mouvements d’une prothèse par la pensée. Des personnes souffrant de la maladie de Charcot, ou sclérose latérale amyotrophique, sont aujourd’hui capables de « communiquer » via la traduction de leurs signaux cérébraux en paroles avec une précision grandissante. Les ICM, et leurs fonctions (acquisition, traitement et activation du signal) laissent entrevoir de véritables prouesses dans certains secteurs. Leurs principales applications - existantes et émergentes – sont essentiellement dans les domaines de la santé, notamment en matière de soins, de la défense et des jeux vidéo. Si leur adoption reste de niche dans l’entreprise, notamment en raison de leurs coûts onéreux, leur potentiel est avéré. Elles pourraient in fine amplifier les compétences et

soutenir le développement de niveau de performance d’équipes opérationnelles. Pour tirer parti du potentiel des ICM, le marché devra se structurer rapidement. Les progrès technologiques sont encore inégaux selon les composantes d’une interface, notamment au niveau des capteurs, élément central du dispositif. Mais le développement des interfaces cerveau-machine suit des trajectoires distinctes selon les secteurs et la promesse des révolutions associées. Aujourd’hui, l’innovation dans le domaine médical est surtout portée par des plateformes open source et des start-ups (Neuralink, Synchron, Blackrock Neurotech, Precision Neuroscience, Starfish Neurosciences, etc.) qui bénéficient du soutien financier des États, d’investisseurs privés et d’agences gouvernementales comme la DARPA aux États-Unis, tandis que l’industrie du jeu vidéo progresse de manière indépendante.

Quelles perspectives ?

La technologie des interfaces cerveau-machine a le potentiel d’être très disruptive à bien des égards, avec une possible adoption généralisée dans les 10 à 15 prochaines années, notamment dans certains

secteurs déjà prescripteurs, comme la santé où ils auront un impact social inévitable. Pour pouvoir percer dans le monde des entreprises, le développement des ICM dépendra de plusieurs facteurs clés, tels que les avancées techniques, la conception des systèmes, l’attrait du marché et surtout leur accessibilité. La trajectoire de ces systèmes sera tout aussi dépendante des facteurs tiers tels que le débit (soit la rapidité et l’efficacité de la traduction des signaux cérébraux en résultats significatifs), l’utilité (soit la gamme d’applications utiles au-delà des niches actuelles) et la réglementation. Mais la pénétration des ICM dépendra en grande partie des évolutions de notre société en termes d’acceptabilité et de politiques. Elles sont réelles, puissantes et pleines de potentiel, mais leur évolution est loin d’être simple. À mesure que la technologie progresse, les grandes questions ne seront plus seulement scientifiques, mais aussi éthiques, économiques et sociétales. Face à elles, il nous faudra affirmer ce qui est de l’ordre du possible et de ce qui est souhaitable. Sommes-nous prêts à nous y confronter davantage ?

(*) Associé et Global Director du Blue Shift institute - Arthur D. Little

« Manager autrement : les jeunes redessinent les contours du leadership »

Par Jeanne Deplus et Caroline Cheze, consultantes chez Columbus Consulting (*)

La Génération Z bouscule les codes du management. Leur ambition demeure forte : ils exigent de meilleures rémunérations et une reconnaissance plus régulière. Leur vision du leadership se veut horizontale, collaborative et centrée sur l’humain. Plus de la moitié des jeunes de la Gen-Z (52 %) fuient les fonctions managériales. C’est le résultat d’une étude menée par le cabinet Robert Walters. Crise de sens ou crise de la fonction ? Un peu des deux sans doute. Dans les entreprises que nous accompagnons, nous observons que le rôle est davantage questionné que décrié.

Manager, un rôle jugé trop exposé et contraignant

69 % des actifs de cette génération considèrent que le management actuel est trop exigeant et peu valorisé. La fonction, disent-ils en grande majorité (61 %), est stressante et peu gratifiante. Et c’est avec prudence qu’ils envisagent une tâche qui s’est complexifiée depuis la crise sanitaire, puisqu’il faut désormais intégrer des aspects tels que la santé mentale, le bien-être au travail et l’équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Pourtant, ils ne manquent pas d’ambition,

et c’est là tout le paradoxe : 74 % d’entre eux seraient prêts à quitter leur emploi pour un salaire jugé trop bas et 65,5 % espèrent une augmentation tous les six mois. Des attentes contradictoires en somme, ou en tous les cas, difficilement conciliables pour les RH. À moins de réinventer la fonction. Et c’est bien ce que les jeunes proposent.

Le management attire toujours, à condition d’en réinventer les contours

Manager oui, mais manager autrement, disent-ils, ancrant leur désir dans une vision renouvelée du rôle : ils se rêvent davantage en coach qu’en chef (79 %), et entendent poser les bases d’un nouveau contrat managérial, au cadre plus horizontal (moins de contrôle, plus d’influence collaborative), plus fluide (capacité à faire avec, plutôt qu’imposer), et aligné avec leurs valeurs. Les plus jeunes imaginent même un management partagé, épisodique, où chacun pourrait endosser la posture selon les projets, les compétences ou les situations. Une manière de sortir d’un modèle trop rigide et de valoriser l’intelligence collective.

Créer des rôles managériaux durables : alléger, clarifier, outiller

Alors, comment transformer le rôle de manager pour répondre aux aspirations de

cette nouvelle génération ? Certaines entreprises commencent déjà à repenser la densité des périmètres managériaux. La fonction est désormais conçue comme un rôle temporaire, soutenu par des outils, des rituels et du feedback. C’est le cas chez Columbus Consulting, où nous avons créé le Cockpit Manager, un ensemble d’outils et de méthodes en libre-service qui permettent aux responsables de mission de mener chaque phase plus sereinement, de l’onboarding jusqu’au bilan, et de gagner du temps. Des templates de pilotage sont mis à disposition pour sécuriser chaque étape et garantir le même niveau d’accompagnement et de qualité. Des supports clés en main ont également été créés pour fluidifier la transmission aux équipes. Résultat : l’encadrement des consultants fait l’objet d’un processus sur-mesure clairement identifié qui allège la charge managériale.

Proposer des alternatives valorisantes au management : sortir de la voie unique

L’enjeu pour les entreprises est aujourd’hui de parvenir à créer un nouveau leadership, bienveillant et inspirant. Cela signifie faire des soft skills non plus une « case à cocher » mais un critère réel d’évaluation ou de reconnaissance. L’heure est venue de faire un choix fort : considérer l’empathie, l’écoute, la capacité à fédérer comme des compétences stratégiques, aussi décisives

que la performance individuelle. Cela signifie aussi diversifier les voies d’engagement pour fidéliser les talents. Créer des alternatives, comme les « filières d’expertise », un système de développement de carrière centré sur l’expertise technique qui permet d’offrir aux collaborateurs Experts une autre voie de valorisation et à l’entreprise de sécuriser les compétences stratégiques. Autre solution : les parcours Intrapreneurs pour satisfaire une génération nomade qui a soif d’indépendance. L’avantage ? Les collaborateurs sont maîtres de leurs projets au sein même de l’entreprise. Mais là aussi, cela nécessite de concevoir des outils RH adaptés : budget dédié, mentors, ateliers co-créatifs, et KPI orientés impact plutôt que résultats financiers immédiats. En tous les cas, le défi des RH est grand pour répondre aux attentes d’une génération qui refuse de sacrifier son équilibre, et en attente d’un management plus collectif, accompagné et moins hiérarchique. Une autre voie s’ouvre déjà : proposer des modèles qui dissocient rémunération et statut hiérarchique. Et se dire que ce ne sont pas seulement les générations qui changent, mais aussi les temps.

(*) Jeanne Deplus, Consultante Senior en Transformation RH chez Columbus Consulting depuis 2023, accompagne les DRH pour réussir leurs projets de transformation (digitales, organisationnelles, managériales).

Source : La Tribune.fr; publié 23/09/2025

MAURITANIE

Atelier national sur l'évaluation et la révision du Code national des marchés publics et du système de passation des marchés de la BCM

Le ministre des Affaires économiques et du Développement, M. Abdallah O Souleymane O CHEIKH SI-DIA, accompagné du gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie, M. Mohamed Lemine Dhehbi, a présidé lundi après-midi l'ouverture de l'atelier national sur l'évaluation et la révision du Code national des marchés publics et du système de passation des marchés de la Banque centrale. Cet atelier s'inscrit dans le cadre d'une stratégie conjointe entre le ministère des Affaires économiques et du Développement et la Banque centrale de Mauritanie, visant à examiner la réforme en cours du système de passation des marchés publics. Cette réforme traduit la volonté indéniable de la Mauritanie de renforcer ses efforts pour consolider la transparence et la redevabilité des acteurs publics et améliorer la performance de l'administration publique. Dans son discours, le ministre des Affaires Économiques et du Développement a expliqué que l'organisation de ces concertations aujourd'hui, avec la participation de représentants des différents acteurs de la passation des marchés publics, des commissions de passation des marchés, du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers, représente un choix délibéré du gouvernement visant à mener une réforme efficace, impulsée par les acteurs de la passation des marchés. Elle offre également des solutions concrètes à tous les acteurs confrontés aux défis rencontrés sur le terrain. Il a ajouté que ce forum s'inscrit directement dans la mise en œuvre du programme de Son Excellence le Président de la République, « Mon Ambition pour la Nation », qui place la bonne gouvernance et l'efficacité des travaux publics au cœur des priorités nationales, et que le gouvernement du Premier ministre s'emploie à mettre en œuvre. Il a salué le rôle joué par la Banque Centrale de Mauritanie et ses équipes dans le soutien continu qu'elles apportent à cette mission, en tant qu'institution pivot du pays.

ARABIE SAOUDITE

Riyadh domine le classement de l'économie numérique de la région MENA

L'Arabie saoudite est devenue la plus grande économie numérique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, avec une valeur de marché dépassant les 495 milliards de SR (131,9 milliards de dollars) en 2024, soit 15 % du produit intérieur brut national.

Ces chiffres ont été communiqués par le ministère des Communications et des Technologies de l'Information à l'occasion de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, comme le rapporte l'agence de presse saoudienne. Ces résultats interviennent alors que l'Arabie saoudite continue de renforcer son rôle de puissance numérique régionale et mondiale grâce à des avancées significatives dans les domaines de l'intelligence artificielle, des centres de données, de l'administration en ligne et du développement du capital humain. « Le marché des communications et des technologies de l'information a enregistré

une croissance record de 180 milliards de SR en 2024, grâce à l'expansion des investissements du secteur privé et à l'augmentation de l'innovation, ce qui a renforcé la position du Royaume en tant que plus grand marché technologique du Moyen-Orient », indique le rapport de la SPA. Le pays a investi plus de 55 milliards de SR dans les technologies de l'IA et l'infrastructure des centres de données, contribuant à une augmentation de 42 % de la capacité nationale de ces centres en 2024, pour atteindre 290,5 mégawatts. Les efforts du Royaume sont illustrés par le lancement de Humain, une entreprise d'IA soutenue par l'État, qui souligne cet engagement. Humain a pour objectif de mettre

en place des technologies et des infrastructures d'IA, notamment de grands centres de données et des modèles d'IA en langue arabe, afin de positionner l'Arabie saoudite comme un centre mondial de l'IA. Le Royaume a activement recherché des partenariats avec des entreprises technologiques mondiales de premier plan. Nvidia devrait notamment fournir 18 000 de ses puces d'IA avancées à l'Arabie saoudite dans le cadre d'un partenariat stratégique avec Humain. La couverture en fibre optique s'étend désormais à plus de 3,9 millions de foyers, tandis que la pénétration d'Internet atteint 99 %, ce qui place l'Arabie saoudite parmi les nations les plus connectées au monde.

MÉDITERRANÉE

La Grèce et la Libye vont tenir des pourparlers sur un différend frontalier

La Grèce et le gouvernement libyen reconnu par l'Onu ont convenu de tenir des pourparlers afin de résoudre un différend de longue date concernant leurs zones économiques exclusives respectives en Méditerranée, a annoncé mercredi Athènes. Le ministère grec des Affaires étrangères a précisé que cette décision avait été prise mercredi lors d'une visite à Athènes du ministre libyen

des Affaires étrangères, Taher Salem Al Baour. "Les deux ministres ont annoncé le lancement du processus de délimitation de la zone économique exclusive entre la Grèce et la Libye", a déclaré la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Lana Zohiou, dans un communiqué. Après la première session mercredi, la prochaine réunion devrait se tenir à Tripoli, la capitale libyenne, a-t-elle ajouté.

La Libye a suscité la colère de la Grèce en 2019 en signant un accord de délimitation maritime avec la Turquie, qui, selon Athènes, ne tient pas compte des droits des îles grecques. Ce mois-ci, la Grèce a envoyé une lettre aux Nations unies, rejetant les revendications de la Libye à ce jour, qui s'étendent sur des zones au sud de la Crète qu'Athènes a réservées à l'exploration d'hydro-

carbures. Ce pays d'Afrique du Nord est toujours en proie à des divisions et à l'instabilité après des années de troubles qui ont suivi le soulèvement soutenu par l'OTAN qui a renversé le dirigeant de longue date Mouammar Kadhafi en 2011. Il reste divisé entre le gouvernement reconnu par l'ONU à l'ouest et son rival à l'est, soutenu par le commandant militaire Khalifa Haftar.

TUNISIE

120 MD pour l'amélioration des conditions de vie au Nord-Ouest

L'amélioration des conditions de vie rurales en Tunisie, particulièrement dans le Nord-Ouest, passe par le développement des infrastructures, l'intégration des populations à revenu limité dans des filières agricoles structurées, l'autonomisation des femmes et des jeunes, ainsi que le soutien à l'agriculture durable et à la gestion des ressources naturelles. Plusieurs projets sont mis en œuvre, à cet effet, et visent à renforcer les moyens de subsistance, à créer des emplois et à améliorer l'accès aux services sociaux de base grâce à un appui technique et financier ciblés. Financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA) à hauteur de 92 millions de dinars sur un coût total de 120 millions, le projet intégré Dinamo pour le développement de l'agriculture de montagne dans le Nord-Ouest de la Tunisie est mis en place par le Commissariat au développement des forêts et parcours du Nord-Ouest. Il couvre cinq

gouvernorats qui sont Béja, Jendouba, Le Kef, Siliana et Bizerte et ce, sur une superficie de 213 000 hectares et concerne plus de 121 000 habitants, répartis sur 45 imadas représentant 19 375 familles rurales à faibles revenus. Le ministre de l'Agriculture, Ezzeddine Ben Cheikh, a lancé lundi 22 septembre 2025 le projet intégré Dinamo avec comme objectif principal l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et le renforcement de leur résilience face aux changements climatiques.

Volets principaux

Le programme comporte deux volets principaux. Le premier, cible l'adaptation au changement climatique par l'amélioration de l'accès à l'eau potable, l'aménagement de zones irriguées, la conservation des sols et des eaux, ainsi que la plantation d'oliviers et d'arbres fruitiers. Le second vise l'inclusion économique et so-

cial : création de projets générateurs de revenus, soutien aux micro-entreprises pour femmes, jeunes et personnes à besoins spécifiques, valorisation des produits locaux et amélioration des pistes rurales. Le ministre a souligné que Dinamo traduit la volonté de l'État de favoriser un développement durable et équilibré, tout en remerciant les partenaires internationaux pour leur soutien. Il a appelé à la coopération de toutes les structures nationales pour garantir le succès et la pérennité du projet. Le FIDA a investi pendant 40 ans dans les populations rurales, en dotant celles-ci des moyens de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Depuis 1978, 20,4 milliards d'USD ont été octroyés sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont touché quelque 480 millions de personnes.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La 5G ne représente que 1,2% des connexions mobiles

Un rapport estime que les prix élevés des smartphones et des forfaits de données mobiles constituent des freins majeurs à une adoption plus rapide de la 5G sur le continent, soulignant l’urgence d’actions énergiques sur ces deux fronts.

Les réseaux de cinquième génération (5G) ne représentent actuellement que 1,2% des connexions mobiles en Afrique subsaharienne, où les opérateurs de télécommunications ont pourtant investi 28 milliards de dollars dans l’extension de la couverture et la modernisation des réseaux au cours des cinq dernières années, selon un rapport publié le jeudi 11 septembre 2025 par l’Union internationale des télécommunications (UIT) et l’Organisation des Nations unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO). Intitulé « The State of Broadband in Africa 2025 », le rapport précise que la troisième génération (3G) des réseaux de téléphonie mobile représente encore plus de la moitié des connexions mobiles sur le continent, contre un tiers pour la 4G et environ 10% pour la 2G. L’utilisation de la 3G et la 2G devraient décliner rapidement durant les prochaines années pour se situer à 33% et 2% respectivement en 2030. La 4G poursuivra sa progression pour se tailler une part de 49% du total des connexions, tandis que la 5G devrait atteindre un taux de pénétration de 17 % à la fin de la décennie en cours. Cette lente transition vers la 5G comparativement à d’autres régions du monde (la 5G représente actuellement 61% du total des connexions en Chine et 77% en Amé-

rique du Nord) souligne une fracture numérique croissante, qui pourrait nuire à la compétitivité de l’Afrique dans l’économie numérique mondiale, alors que l’accès à Internet à très haut débit est plus que jamais nécessaire pour stimuler l’innovation dans tous les secteurs d’activité. Le rapport note cependant que les opérateurs de téléphonie mobile actifs en Afrique subsaharienne sont en train d’augmenter leurs investissements dans le déploiement de la 5G. Vodacom vient par exemple de lancer les premiers services 5G au Mozambique, tandis que MTN a procédé au déploiement de cette technologie au Bénin. Au total, les dépenses d’investissement des opérateurs africains devraient atteindre 62 milliards de dollars d’ici 2030. La majorité de ces investissements se concentreront sur le déploiement et l’expansion des réseaux 5G. La migration des clients vers la 5G n’est pas cependant uniquement une affaire de déploiement de ce type de réseau par les opérateurs. Des actions sont nécessaires pour réduire les prix des forfaits de données mobiles et des prix des appareils compatibles avec la 5G. En 2024, les personnes vivant en Afrique payaient 4,2 % de leur revenu mensuel pour un forfait de données mobiles haut débit d’entrée de gamme (2 Go par mois). Bien qu’il ait enregistré une baisse significative au cours

des dernières années, ce prix se situe encore au-dessus du « seuil d’abordabilité », fixé à 2% du revenu mensuel par habitant fixé par l’UIT.

33 pays africains disposent de points d’échange Internet

Le rapport indique que la couverture mobile en Afrique (ou le pourcentage de la population vivant à portée d’un signal mobile) a été estimée par l’UIT à environ 88,4 % en 2024. Le haut débit mobile couvrirait 86 % de la population africaine, laissant 14 % sans aucune possibilité de connexion mobile. Dans plusieurs pays africains, les grands opérateurs tels que les groupes panafricains MTN et Vodacom ont joué un rôle important dans l’amélioration de la couverture mobile. Orange fournit de son côté des services de connectivité mobile et des services numériques dans treize pays d’Afrique subsaharienne. En termes d’équipements, des entreprises chinoises comme Huawei et ZTE sont très présentes sur le continent, grâce à leurs prix très compétitifs qui contribuent à faciliter le déploiement des solutions TIC. A titre d’exemple, le système de transfert d’argent M-Pesa fonctionne essentiellement sur des plateformes développées par Huawei.

CÔTE D’IVOIRE

Une unité de transformation d’anacarde de 27 millions \$ lancée à Kpouèbo

La Côte d’Ivoire est le premier producteur d’anacarde et le troisième transformateur à l’échelle mondiale derrière le Vietnam et l’Inde. La filière poursuit son expansion industrielle à travers la mise en œuvre de nouveaux projets d’investissement. En Côte d’Ivoire, le Premier ministre Robert Beugré a inauguré lundi 22 septembre une nouvelle unité de transformation d’anacarde basée à Oussou, dans la sous-préfecture de

Kpouèbo. Selon les informations relayées par les médias locaux, cette unité qui a mobilisé un investissement de 15 milliards de francs CFA (26,99 millions \$), est l’œuvre du négociant singapourien de matières premières Robust International. Basée sur un site de 6 hectares, l’infrastructure est dotée d’une capacité de transformation de 120 tonnes de noix brutes par jour ou 37 440 tonnes par an pour permettre la production d’amandes de ca-

jou et de liquide de coque de noix de cajou (CNSL). Globalement ce nouvel investissement devrait contribuer à renforcer la capacité de transformation d’une industrie ivoirienne en pleine montée en puissance. Les données du Conseil du coton, de l’anacarde et du karité (CCA-K) montrent par exemple que les industriels se sont déjà procuré un total de 650 000 tonnes de noix de cajou jusqu’à mai 2025. Ce volume

dépasse de 62% l’objectif initial d’approvisionnement de 400 000 tonnes fixé en début de campagne. Dans ce contexte, cette dynamique laisse entrevoir la possibilité pour la filière de parvenir à transformer environ 50% de la production de noix de cajou localement cette année. Rappelons que, pour le compte de la campagne de 2025, la Côte d’Ivoire s’attend à une récolte de 1,5 million de tonnes d’anacardes.

GHANA

La fin du torchage du gaz favorisera l’accès universel à l’électricité

En 2023, le Ghana affichait un taux d’accès à l’électricité de 89,5 % de la population, selon la Banque mondiale. Bien que ce chiffre reflète des progrès significatifs depuis les années 1990, il reste en deçà de l’objectif d’accès universel fixé pour fin 2025. Au Ghana, les autorités se sont engagées à mettre fin au torchage routinier du gaz naturel d’ici 2026. La décision relayée jeudi 18 septembre par la presse locale, est présentée comme une accélération par rapport aux échéances internationales. Elle intervient alors que le pays continue de brûler une part importante de sa production. Selon le rapport annuel 2024 du Public Interest and Accountability Committee (PIAC), environ 28,5 milliards de pieds cubes standards de gaz naturel ont été torchés, soit 10,4 % des volumes extraits des champs Jubilee, TEN et Sankofa-Gye Nyame. Cette situation découle de la difficulté de traiter et transporter tout le gaz produit. En effet, l’unité de traitement d’Atuabo affiche une capacité de 150 millions de pieds cubes par jour, alors que la production nationale dépasse en moyenne 760 millions de pieds cubes quotidiens. Les opérateurs Tullow, Eni et Kosmos ont torché ainsi près de 33 millions de pieds cubes par jour en moyenne entre janvier et juillet 2024, alors que le gaz constitue un pilier de l’approvisionnement électrique du pays. La capacité électrique installée atteignait 5 260 MW en novembre 2024, selon l’Energy Commission, dont près des deux tiers issus de centrales thermiques au gaz. L’objectif de mettre fin au torchage, combiné à la construction d’une seconde usine de traitement du gaz, vise à résoudre cette situation. Les chiffres de 2024 montrent que la fin du torchage passera par des investissements dans les infrastructures gazières et par une meilleure intégration du gaz associé dans le système énergétique national.

NIGERIA

Honeywell mandatée pour évaluer la raffinerie de brut de Port

Depuis mai, la raffinerie de Port Harcourt, l’une des quatre dont dispose le Nigeria, est hors service après avoir été annoncée comme remise en fonctionnement en décembre 2024, selon la NNPC, à la suite de plusieurs mois de travaux de réhabilitation. Alors que sa cession avait été écartée fin juillet, la Nigerian National Petroleum Company Ltd (NNPC Ltd) a diligencé des travaux pour déterminer les capacités effectives de fonctionnement de la raffinerie de Port Harcourt.

Selon les informations relayées lundi 22 septembre par les médias nigériens, l’installation d’une capacité de 210 000 barils par jour est ainsi l’objet d’un marché confié à Honeywell UOP, une société basée aux États-Unis et spécialisée dans les technologies de raffinage. Il s’agit d’un audit technique complet de l’infrastructure, dont la remise en service avait été annoncée fin 2024. À l’époque, la relance de l’installation était présentée comme l’aboutissement d’un processus de réhabilitation de plusieurs mois. En mai 2025,

cependant, la raffinerie dont le chantier a coûté près de 1,5 milliard de dollars, a été de nouveau suspendue, à l’instar de celle de Warri. Si la vente de l’installation n’est plus à l’ordre du jour, cette évaluation constitue, selon la NNPC Ltd, une étape préalable essentielle pour attirer des investisseurs dans le cadre d’un modèle associant apport de financement et expertise industrielle pour relancer des actifs publics. C’est notamment le schéma appliqué dans l’actionnariat de Nigeria LNG, où des multinationales sont as-

sociées à l’État. Le rapport de Honeywell UOP servira de base aux décisions futures de la NNPC Ltd concernant l’avenir de la raffinerie de Port Harcourt. Cette dernière est essentielle pour la stratégie énergétique du premier producteur d’or noir qui espère réduire ses importations de produits pétroliers. Selon la presse locale qui cite le Bureau national des statistiques (NBS), le Nigeria a dépensé 9,64 milliards de dollars pour importer des carburants en 2024, soit une hausse de 105 % par rapport à 2023.

POINT-MARCHÉS

L'Europe ouvre dans le rouge après Powell

Les principales Bourses européennes sont en baisse mercredi en matinée au lendemain d'un discours prudent de Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), mais le compartiment de la défense offre un peu de soutien avec la volte-face de Donald Trump sur la Russie.

À Paris, le CAC 40 perd 0,38% à 7.842,65 points vers 07h30 GMT. À Londres, le FTSE 100 abandonne 0,31% et à Francfort, le Dax recule de 0,33%. L'indice EuroStoxx 50 reflue de 0,32% et le FTSEurofirst 300 de 0,42%. Le Stoxx 600 fléchit de 0,52%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une quasi-stabilité pour le Dow Jones, le Standard & Poor's 500 et le Nasdaq au lendemain d'une séance dans le rouge. Jerome Powell a déclaré mardi soir que la banque centrale américaine se trouvait dans une "situation difficile", citant notamment le risque d'une inflation plus forte que prévu, tandis que la faible croissance de l'emploi suscite des inquiétudes. Le peu d'indications fourni par le président de la Fed sur l'évolution des taux d'intérêt aux Etats-Unis a placé mardi les investisseurs outre-Atlantique sur la défensive, ce qui se répercute ce mercredi en Europe. D'autant que l'indice PMI de l'activité des entreprises a mon-

tré un ralentissement en septembre pour le deuxième mois consécutif. Les interventions d'autres banquiers centraux, prévues dans la journée, pourraient accentuer la prudence sur les marchés, qui sont actuellement proches de leur niveau record. Aux valeurs, à Paris, Exail Technologies chute de 5,49% après un placement obligataire, tandis qu'à l'opposé Emeis bondit de 6,17%, le groupe français d'Ehpad ayant annoncé mardi la création d'une foncière dédiée à la gestion de ses actifs immobiliers de santé en Europe, en partenariat avec les fonds d'investissement Farallon Capital et TwentyTwo Real Estate. Atos prend 4,45% à la faveur de l'annonce d'un important contrat de services de cybersécurité auprès de la Commission européenne. Le secteur technologique en Europe (-0,23%) ne profite pas de la bonne tenue d'Alibaba qui a dévoilé un modèle d'intelligence artificielle, baptisé Qwen3-

Max, doté de 1.000 milliards de paramètres, ni des prévisions de Micron Technology. Le secteur de la défense en revanche réagit, prenant 0,78%, après que le président américain Donald Trump, dans un changement de discours, a déclaré qu'il pensait que l'Ukraine pourrait reconquérir tout le territoire gagné par la Russie. Le groupe suédois Saab progresse d'environ 4%, également portée par une information selon laquelle l'Allemagne envisage un achat de son avion de surveillance Global Eye. Hensoldt, qui fournit des systèmes de capteurs pour l'Eurofighter, grimpe de 4%, tandis que l'allemand

Renk et l'italien Leonardo avancement chacun d'environ 2%. Les sociétés françaises Thales et Dassault Aviation sont en hausse respectivement de 1% et 1,6%. Dans les autres secteurs, On The Beach chute de 14,36%, le spécialiste britannique du voyage ayant annoncé anticiper un bénéfice annuel inférieur aux attentes du marché, tandis que son concurrent Saga bondit de 8,3% après avoir assuré que ses réservations de voyages pour le second semestre de l'année étaient solides. JD Sports Fashion avance de près de 1% après avoir maintenu ses prévisions pour l'ensemble de l'année.

BOURSE ZURICH

Ouverture attendue en baisse

La Bourse suisse semblait se diriger vers une ouverture négative mercredi, dans la lignée de sa clôture la veille et de celle de Wall Street. Outre-Atlantique, où a lieu l'Assemblée générale de l'ONU, les investisseurs digéraient le discours du président de la banque centrale américaine (Fed) tout en encaissant des prises de bénéfices après une pluie de records. A la Bourse de New York, le Dow Jones a perdu 0,19%, l'indice Nasdaq a reculé de 0,95% et l'indice élargi S&P 500 de 0,55%. "Les marchés européens sont attendus en repli. Désormais, l'attention des investisseurs se tourne vers les prochains indicateurs macroéconomiques, en particulier l'inflation PCE vendredi. La fin d'année promet d'être nettement plus mouvementée que ce que nous avons connu ces derniers mois," prévient John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement de la banque Cité Gestion. L'ifo allemand est programmé dans la journée, tout comme plusieurs statistiques sur l'immobilier américain. A 08h10, le Swiss Market Index (SMI) reculait de 0,23% à 12'074,53 points, selon les indications pré-SMI compilées par Julius Bär. Il avait clôturé la veille en baisse de 0,19%. Unanimentement, les vingt et une va-

leurs vedettes optaient pour le rouge. La plus forte baisse revenait à Alcon (-1,7%), sans indications particulières. L'assureur Swiss Re (-1,3%) suivait de près pâtissant d'un abaissement de recommandation à "neutre" par JPMorgan. Le numéro un bancaire helvétique UBS (-0,2%) a échappé mardi à un nouveau procès en appel en France. Il versera au total 835 millions d'euros (780,7 millions de francs suisses) pour mettre un terme à un litige fiscal remontant à près de quinze ans, qui a fait connaître les fameux "carnets de lait". En première instance, le groupe avait écopé d'une amende record de 3,7 milliards d'euros. Les poids lourds Nestlé, Novartis, et le bon Roche perdaient de concert 0,1%. Swisscom (-0,1%) souhaite délocaliser certaines tâches liées au développement informatique de la Suisse vers Rotterdam et Riga. Sur le marché élargi, U-Blox (+0,6%) et Siegfried (+0,3%) parvenaient à avancer. Le premier sans indications particulières, tandis que le second bénéficiait d'un commentaire signé Kepler Cheuvreux soulignant les investissements du fournisseur pharmaceutique malgré un ralentissement de la performance.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street marque une pause après une série de records

La Bourse de New York a terminé en baisse mardi, digérant un discours du président de la banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell, tout en encaissant des prises de bénéfices après une pluie de records. Le Dow Jones a perdu 0,19%, l'indice Nasdaq a reculé de 0,95% et l'indice élargi S&P 500 de 0,55%. «Le marché a eu une réaction modérée aux commentaires de Jerome Powell aujourd'hui», observent les analystes de Briefing.com, une semaine après que la Fed a procédé à sa première baisse des taux depuis décembre 2024, d'un quart de point de pourcentage. Le président de la Réserve fédérale américaine a mis en garde

mardi contre des baisses «trop soutenues» des taux directeurs, qui feraient dérapier l'inflation. Selon lui, les taux d'intérêt sont actuellement «au bon niveau pour réagir aux évolutions économiques potentielles». Si elle les baisse davantage, la Fed risque d'amplifier l'inflation. Si elles les maintient durablement à ce niveau, certains estiment qu'elle pourrait freiner encore les embauches, déjà atones. «Inflation sous-jacente» Les investisseurs scruteront donc vendredi la publication de l'indice PCE, mesure d'inflation privilégiée par l'institution monétaire. Le marché «s'attend à ce que l'inflation sous-jacente (hors prix volatils de l'alimenta-

tion et de l'énergie, ndlr) accélère d'une année sur l'autre», commente auprès de l'AFP Sam Stovall, de CFRA. «Une accélération plus marquée qu'attendu pourrait être déconcertante, mais cela ne déclencherait pas forcément une vague de ventes massives» à Wall Street, ajoute l'analyste. Toujours côté indicateurs, les indices PMI Flash manufacturier et de services aux Etats-Unis ont montré que «l'activité économique a légèrement ralenti» au mois de septembre, selon Jose Torres, d'Interactive Brokers. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à échéance dix ans se détendait vers 20H25 GMT à 4,11%, contre

4,15% à la clôture lundi. Côté entreprises, «les capitalisations géantes ont connu des prises de bénéfices considérables» après une hausse la veille, remarquent les analystes de Briefing.com. La place américaine a été poussée lundi par l'annonce d'un investissement de 100 milliards de dollars du géant des puces électroniques Nvidia dans la construction de centres de données pour OpenAI. Après son bond de la veille, Nvidia a perdu mardi 2,82% à 178,43 dollars. Le reste des «Sept Magnifiques», le surnom donné aux grands noms du secteur technologique, ont aussi terminé dans le rouge, à l'instar du Microsoft (-1,01%), de Apple (-0,64%),

de Amazon (-3,04%) ou encore de Meta (-1,28%), la maison-mère de Facebook. Autre grand nom du secteur des semiconducteurs, Micron a progressé de 1,09% à 166,41 dollars avant la publication de ses résultats à la clôture de Wall Street. L'avionneur Boeing (+2,01% à 216,34 dollars) a profité de la commande par Uzbekistan Airways d'une vingtaine de Boeing 787 Dreamliner, la plus importante de l'histoire de la compagnie aérienne. L'entreprise spatiale américaine Firefly Aerospace a nettement chuté (-15,31%) après des résultats trimestriels considérés comme décevants. Le groupe avait été acclamé lors de son introduction en Bourse au mois d'août.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر						
BANK OF ALGERIA						
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN						
Cours du : 24 Septembre 2025						
Valeur : 26 Septembre 2025						
BASE	DEVISES				COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR			129.2591	129.2741
1	EUR	EURO			152.3706	152.4142
1	GBP	POUND STERLING			174.2506	174.3178
100	JPY	JAPANESE YEN			87.2959	87.3120
1	CNY	CHINESE YUAN			18.1562	18.1606
1	CHF	SWISS FRANC			162.9385	163.0602
1	CAD	CANADIAN DOLLAR			93.2740	93.3320
1	DKK	DANISH KRONE			20.4143	20.4199
1	SEK	SWEDISH KRONA			13.8038	13.8085
1	NOK	NORWEGIAN KRONE			13.0394	13.0434
1	AED	UAE DIRHAM			35.1898	35.1977
1	SAR	SAUDI RIYAL			34.4599	34.4657
1	KWD	KUWAITI DINAR			424.0784	424.2668
1	TND	TUNISIAN DINAR			44.3014	44.7466
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM			14.3116	14.3132
1	LYD	LIBYAN DINAR			23.8944	24.0170
1	MRU	MAURITANIAN OUGUYA			3.2372	3.2473
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS			177.5959	177.5959

ALLEMAGNE

Les débats sur le budget 2026 commencent

Suite à l'assouplissement du frein à l'endettement, le gouvernement allemand dispose d'une plus grande marge de manœuvre. Dans le plan budgétaire 2026 approuvé par le gouvernement en juin, les dépenses sont estimées à 519,5 milliards d'euros, avec un emprunt net estimé à 89,3 milliards d'euros.

Les investissements publics devraient augmenter de plus de 10 milliards d'euros pour atteindre 126,7 milliards d'euros, avec une priorité accordée aux investissements dans les infrastructures de transport. Les dépenses totales de défense devraient quant à elles atteindre environ 82,7 milliards d'euros l'an prochain, soit 2,8 % du PIB, et 3,5 % du PIB en 2029. Les critiques pointent du doigt le fait que les fonds spéciaux sont utilisés en partie pour financer les dépenses courantes du budget, et non pas pour financer des dépenses exceptionnelles destinées à l'investissement. Le déficit structurel à moyen terme est également remis en question, tout comme l'incertitude des recettes et une croissance insuffisante. Le ministre des Finances, Lars Klingbeil, a déclaré hier, mardi 23 septembre, que les récentes incursions russes dans les espaces aériens des pays de l'OTAN justifiaient « plus que jamais » l'augmentation des dépenses de défense.

Klingbeil a ajouté dans sa présentation que Poutine « testait » l'Alliance atlantique. Depuis le lancement de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022, la Russie a violé à au moins 20 reprises les frontières de pays membres de l'OTAN. Le parti d'extrême-droite, l'AfD — à égalité avec la CDU/CSU dans les sondages d'opinion —, critique quant à lui l'« explosion des dépenses » et appelle pour une participation plus directe des citoyens à la planification des dépenses. Des tensions pourraient également apparaître au sein de la coalition, alors que le chancelier Merz a déclaré en août que « l'État providence tel que nous le connaissons aujourd'hui ne peut plus être financé par notre économie, et c'est pourquoi nous devons le changer ». La ministre du Travail, Bärbel Bas, issu du SPD, avait qualifié ces propos de « bulls-hit ». Des débats pourraient également porter sur le coût croissant de la dette, alors que

le pays devrait payer environ 30 milliards d'euros pour le service de sa dette en 2026, soit autant que le budget alloué à l'éducation. Le gouvernement allemand devra en plus d'ici 2027 combler un déficit budgétaire de 30 milliards d'euros. Le PIB allemand s'est contracté de 0,3 % au deuxième trimestre après une croissance identique de janvier à mars. Dans la mise à jour de ses perspectives économiques publiée, mardi 23, l'OCDE a revu à la baisse la croissance allemande, qui passe de 0,4 à 0,3 % cette année, soit la plus faible parmi les pays du G20. La première lecture au Bundestag a lieu cette semaine, du 23 au 26 septembre, suivie d'un premier passage au Bundesrat prévu le 26 septembre. La deuxième et la troisième lecture au Bundestag devraient avoir lieu du 25 au 28 novembre, et le deuxième passage au Bundesrat est prévu pour le 19 décembre 2025.

SELON LE PATRON DE LA FED (ETATS UNIS)

La baisse des taux d'intérêt doit rester limitée pour ne pas nourrir l'inflation

Le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) met en garde mardi contre des baisses "trop soutenues" des taux directeurs qui feraient déraeper l'inflation, alors qu'un gouverneur veut au contraire frapper fort et vite. "Si nous assouplissons (la politique monétaire) de manière trop soutenue, nous risquons de ne pas atteindre notre objectif en matière d'inflation et de devoir inverser la tendance par la suite pour la ramener pleinement à 2%", a déclaré Jerome Powell depuis l'Etat de Rhode Island (nord-est

des États-Unis). Selon lui, les taux d'intérêt sont actuellement "au bon niveau pour réagir aux évolutions économiques potentielles". La Fed a abaissé la semaine dernière ses taux directeurs pour la première fois de l'année, d'un quart de point de pourcentage. Ces taux, qui guident les coûts d'emprunt, sont désormais dans une fourchette comprise entre 4% et 4,25%. Cette détente a été analysée comme une mesure préventive, pour donner du souffle à l'économie américaine et éviter que le

marché du travail ne se dégrade davantage, alors même que l'inflation reste au-dessus de la cible de la Fed (elle était à 2,6% sur un an en juillet et Jerome Powell l'attend à 2,7% pour août). Un seul responsable de la Fed a voté contre cette décision, Stephen Miran, qui vient d'intégrer l'institution sur proposition du président Donald Trump. Le nouveau gouverneur plaiderait pour un abaissement plus franc, d'un demi-point d'un coup. Stephen Miran a depuis expliqué que les taux de la Fed devraient, d'après lui, se situer "environ

deux points de pourcentage" plus bas dans les mois à venir. Il était jusque-là conseiller économique de Donald Trump, poste qu'il compte reprendre dans quelques mois, quand son mandat à la Fed - prévu pour être bref - sera terminé. Douze personnes votent ensemble sur le niveau des taux directeurs américains: les membres du conseil des gouverneurs (six gouverneurs et Jerome Powell), le président de la Fed de New York et quatre présidents de Fed régionales qui changent d'une année sur l'autre.

PORTUGAL

La révision "brutale" de la dette publique est une "bonne nouvelle"

Le ministre d'État et des finances, Joaquim Miranda Sarmento, a déclaré que la révision "brutale" de la dette publique était "une bonne nouvelle" et "le signe d'une trajectoire fiscale prudente et responsable". "Au cours du premier semestre de cette année, l'excédent fiscal est resté le même qu'au cours du premier semestre de 2024, mais ce qui est plus important, ce sont les chiffres définitifs pour 2024 et une baisse plus prononcée de la dette publique", a déclaré le ministre d'État et des Finances, au début de la réunion de concertation sociale, en réponse aux données publiées aujourd'hui par l'Institut national de la statistique(INE) en ce qui concerne les comptes nationaux. Joaquim Miranda Sarmento a souligné

que les prévisions du gouvernement tablent sur un ratio de la dette publique de 94,9 % du PIB en 2024, mais qu'il y a eu une "réduction plus prononcée", atteignant 93,6 % du PIB, "ce qui contribue à l'amélioration de la position du Portugal, aide, comme cela s'est produit ces dernières semaines, à améliorer sa notation, et constitue une bonne nouvelle pour tous les Portugais", a-t-il souligné. Interrogé sur les prévisions du Conseil des finances publiques(CFP), selon lesquelles l'économie portugaise devrait croître de 1,9 % cette année et de 1.8 % en 2026, une révision à la baisse par rapport à la projection d'avril en raison de la diminution des investissements publics et des exportations, le ministre des finances admet que l'année prochaine "est

une année plus exigeante d'un point de vue budgétaire", étant donné qu'il y a "un volume très important de prêts [du] PRR [Plan de relance et de résilience] à exécuter", mais il souligne que les données publiées aujourd'hui "aident à améliorer les comptes publics, sans, bien sûr, ignorer le fait que 2026 est une année très exigeante". Le ministre des Finances a également souligné que l'objectif du gouvernement est de réduire la dette publique de "3 à 4 points de pourcentage chaque année" et qu'en 2024, "cette réduction a été légèrement supérieure à 4 points de pourcentage", ce qui constitue "le signe d'une trajectoire budgétaire prudente et responsable."

ROYAUME-UNI

Le pays confronté à la plus haute inflation du G7

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Royaume-Uni est confronté à des perspectives économiques difficiles. L'OCDE prévoit que le Royaume-Uni connaîtra cette année le taux d'inflation le plus élevé des pays du G7, avec une moyenne de 3,5 pour cent en 2025. Cette projection dépasse même les États-Unis, qui sont aux prises avec une inflation de 2,7 pour cent, malgré l'imposition de droits de douane importants sur les importations. L'OCDE attribue l'inflation élevée du Royaume-Uni à des facteurs tels que la hausse des prix des denrées alimentaires et l'augmentation des cotisations patronales à l'assurance nationale. Si l'OCDE prévoit une légère baisse de l'inflation britannique à 2,7 pour cent l'année prochaine, celle-ci restera supérieure à l'objectif de 2 pour cent fixé par la Banque d'Angleterre. La Banque a cité les prix réglementés des services essentiels comme l'eau et l'énergie, ainsi que l'augmentation des NICs, comme facteurs contribuant à l'inflation persistante.

L'ÉCONOMIE DU CANADA AU RALENTI «Une hausse de 1,1 % du PIB, ça équivaut à une stagnation de l'économie»

Selon le dernier rapport de l'OCDE, la croissance mondiale s'est révélée plus résiliente que prévu au premier semestre 2025. L'Organisation revoit donc à la hausse ses projections de croissance du PIB mondial pour 2025, les faisant passer de 2,9 % à 3,2 %. Toutefois, cette croissance mondiale profite peu au Canada... «On avait une croissance de 1 % en 2024, ça va être 1,1 % en 2025, ce n'est pas beaucoup, puis 1,2 % en 2026. C'est à peu près une stagnation de l'économie. Quand on regarde tout ça, c'est pour ça d'ailleurs que les banques centrales, comme la Banque du Canada, ont commencé à baisser les taux. » ? soulignent des économistes

UN GIGANTESQUE RÉSEAU DÉMANTELÉ

Il pouvait bloquer les communications à New-York et à l'ONU

Les services secrets américains ont annoncé, mardi, avoir démantelé un vaste réseau de dispositifs de télécommunications malveillants à New York. Plus de 300 serveurs et 100 000 cartes SIM compromis ont été saisis.

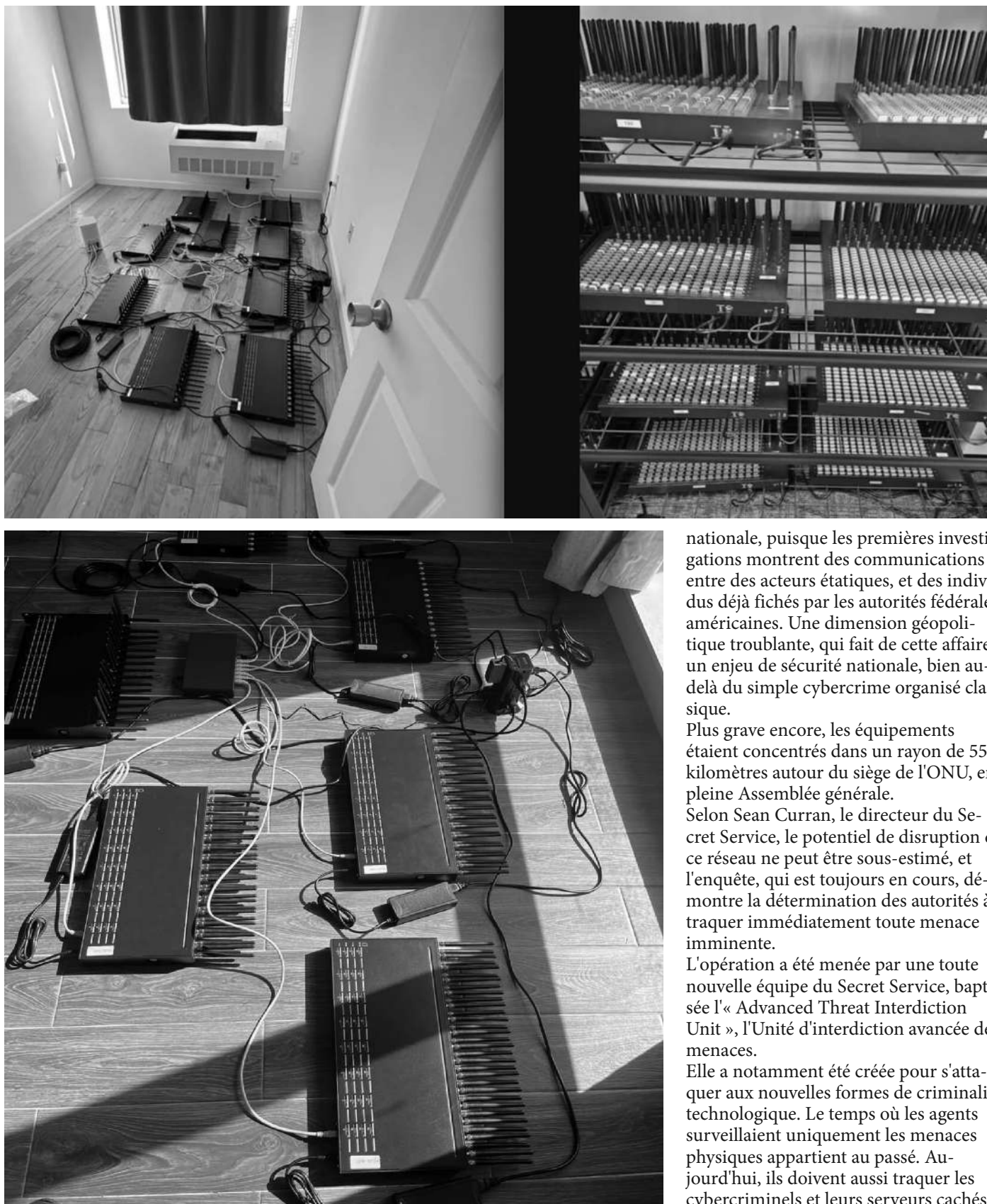
Une opération d'envergure s'est déroulée dans l'ombre et en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui se tient en ce moment à New York. Dans la grosse pomme, les services secrets ont mis la main sur un arsenal digne des plus sombres scénarios de cyberguerre. Ils sont parvenus à démanteler un réseau sophistiqué qui était visiblement capable de paralyser les communications de toute la ville, et donc celles de l'ONU.

Les services secrets américains démantèlent un réseau de serveurs SIM sophistiqué

L'enquête du Secret Service, dévoilée publiquement ce mardi 23 septembre 2025, a révélé un réseau de plus de 300 serveurs SIM cachés dans la région de New York. Ces boîtiers, gros comme des modems internet, peuvent gérer chacun des dizaines de cartes SIM simultanément pour passer des appels anonymes. Disséminés sur plusieurs sites, ils orchestraient des menaces téléphoniques avec pour cibles plusieurs hauts responsables gouvernementaux américains. Mais ces dispositifs cachaient des capacités bien plus dangereuses que de simples appels malveillants. Ils pouvaient en effet désactiver les antennes cellulaires et mener des attaques par déni de service, pour créer des sortes de trous noirs de communication dans des zones entières. Une technique redoutable capable, d'isoler complètement certaines zones du réseau mobile en quelques minutes seulement. Le matériel saisi comprenait aussi 100 000 cartes SIM, un sacré butin réparti dans les 300 serveurs découverts. Concrètement, chaque serveur peut contenir des centaines de cartes SIM différentes, comme un distributeur automatique de numéros de téléphone. Résultat, les criminels pouvaient passer des appels en se faisant passer pour n'importe qui, et changer d'identité téléphonique à volonté pour brouiller les pistes.

Des connexions troublantes avec des acteurs étatiques, selon le Secret Service

L'analyse des équipements confisqués suscite des inquiétudes pour la sécurité



nationale, puisque les premières investigations montrent des communications entre des acteurs étatiques, et des individus déjà fichés par les autorités fédérales américaines. Une dimension géopolitique troublante, qui fait de cette affaire un enjeu de sécurité nationale, bien au-delà du simple cybercrime organisé classique.

Plus grave encore, les équipements étaient concentrés dans un rayon de 55 kilomètres autour du siège de l'ONU, en pleine Assemblée générale. Selon Sean Curran, le directeur du Secret Service, le potentiel de disruption de ce réseau ne peut être sous-estimé, et l'enquête, qui est toujours en cours, démontre la détermination des autorités à traquer immédiatement toute menace imminente.

L'opération a été menée par une toute nouvelle équipe du Secret Service, baptisée l'« Advanced Threat Interdiction Unit », l'Unité d'interdiction avancée des menaces.

Elle a notamment été créée pour s'attaquer aux nouvelles formes de criminalité technologique. Le temps où les agents surveillaient uniquement les menaces physiques appartient au passé. Aujourd'hui, ils doivent aussi traquer les cybercriminels et leurs serveurs cachés.

Google supprime 5 milliards de liens pirates

Après cinq mois de silence, Google relance son rapport de transparence sur le piratage. Les chiffres sont vertigineux : plus de 5 milliards de demandes de retrait DMCA en un an, soit près d'un demi-million chaque heure. Oui, vous avez bien lu ! 500 000 demandes de retrait par heure, voilà ce que Google est amené à gérer pour protéger les contenus du piratage. Et surprise, ce ne sont pas Hollywood, l'industrie musicale, ou même les contenus en direct retransmis par IPTV qui mènent la danse, mais bel et bien... les éditeurs de livres !

Google face à une avalanche de retraits

Depuis 2012, Google documente publiquement les demandes de retraits liées au copyright via son rapport de transparence. Après un gel de cinq mois cette année, les mises à jour ont repris à la mi-septembre, révélant une accélération spectaculaire. Au total, 14,5 milliards d'URL visées par une demande DMCA, dont 5 milliards rien que sur les douze derniers mois. Le rythme est inédit. En moyenne, 500 000 liens pirates sont signalés

chaque heure, un volume qui illustre l'industrialisation du processus. Une nette augmentation depuis la publication du dernier rapport début 2025.

Les éditeurs de livres en première ligne

Contrairement aux idées reçues, ce ne sont pas les studios de cinéma ou les majors de la musique qui dominent les demandes de retraits. Les éditeurs de livres se sont imposés comme les acteurs les plus offensifs. La société néerlandaise Link-Busters est à l'origine de la majorité des signalements, agissant pour le compte de géants comme Penguin Random

House, HarperCollins et Hachette. À elle seule, elle représente près de 3 milliards d'URL supprimées sur l'année écoulée. Penguin Random House est désormais le premier expéditeur de demandes DMCA à Google, devant même les acteurs historiques du divertissement en ligne, de nombreuses demandes de retrait ciblent par ailleurs le site qui se définit lui-même comme "la plus grande bibliothèque véritablement ouverte de l'histoire de l'humanité", Anna's Archive.

Une bataille sans fin

Cette avalanche de demande de retraits interroge surtout sur l'efficacité réelle de la méthode. Les contenus supprimés réapparaissent souvent ailleurs, obligeant ayants droit et intermédiaires à répéter sans cesse la même opération. Une course sans fin, où Google joue le rôle d'intermédiaire technique plus que celui d'arbitre.

Le retour du rapport de transparence reste néanmoins essentiel. Il offre un regard chiffré sur l'évolution d'une lutte massive, menée désormais en grande partie par le monde de l'édition, et qui ne montre aucun signe de ralentissement.

SALON DE LYON 2025

Tour des stands et principales nouveautés

Chaque année impaire, en alternance avec le Mondial de l'Auto de Paris, le salon automobile de Lyon se tient en septembre. Cet événement régional de premier plan, a désormais une envergure nationale. La très grande majorité des marques y est présente, gammes au grand complet, concept-cars et nouveautés, afin de séduire un large public. Laissez-vous guider dans les allées du salon.



Du 24 au 28 septembre, le salon automobile de Lyon se tient au parc des Expositions d'Eurexpo, dans la banlieue est de la capitale des gaules. Cette manifestation qui prend le relais immédiat du salon de Munich expose plus de 200 modèles dont de très nombreuses nouveautés. Bien sûr, l'on pourra regretter la Renault Clio 6 qui brille par son absence mais ne perdons pas de vue que l'événement a d'abord une dimension commerciale. L'idée étant que le visiteur puisse, à défaut de repartir immédiatement au volant de sa nouvelle voiture, signer un bon de commande. Pour la Renault Clio 6, attendue en concession au printemps prochain, les commandes, justement, ne sont pas encore ouvertes. Pourtant, avec le même calendrier, le BMW iX3 de seconde génération qui rejoindra la gamme électrique du constructeur de Munich en mars 2026, est quant à lui déjà au tarif et de facto présent sur le stand BMW du salon de Lyon. D'ailleurs, cette édition 2025 du Salon de Lyon est nettement plus fournie que l'édition précédente, les marques ont vraiment joué le jeu et mis le paquet !

Les marques françaises à l'honneur au salon de Lyon 2025**Alpine A390**

Hormis Renault dont la politique est de participer à l'ensemble des salons automobiles internationaux, aucune autre marque tricolore n'avait fait le déplacement à Munich en septembre dernier. Citroën, DS Automobiles et Peugeot se rattrapent à Lyon. Premier salon en France pour le SUV électrique Alpine A390. En effet, depuis sa présentation officielle à la presse le 27 mai dernier celui que l'on nomme selon le verbiage marketing Sport Fastback en interne n'avait pas encore été exposé sur un tel événement dans l'hexagone, rappelons qu'il avait néanmoins pris son tout premier bain de

foule sur ses terres natales à Dieppe lors de sa révélation puis tenter de séduire outre Rhin, à Munich la clientèle du Porsche Macan électrique.

La marque aux chevrons en profite pour exposer son nouveau C5 Aircross de seconde génération, lequel arrive tout juste en concession. Son petit frère, le Citroën C3 Aircross est lui aussi en début de carrière. Mais l'ensemble de la gamme Citroën a aussi répondu présent.

DS N°8

Chez DS Automobiles, la star, c'est le nouveau vaisseau amiral, la DS N°8 qui inaugure aussi les nouvelles appellations des modèles de la gamme caractérisées par la terminologie "Numéro". Premier bain de foule également sur le stand de la berline compacte DS 4 restylée qui prend donc pour nom : DS N°4. La marque premium tricolore en profite aussi pour célébrer les 70 ans de la Citroën DS à l'aide d'une exposition semblable à celle de Rétromobile 2025 en février dernier à Paris.

Peugeot E-208 GTI

La marque au lion met en avant sa future star, la Peugeot E-208 GTI qui arrivera sur le marché l'an prochain et bousculera alors le segment de petites sportives électrique du haut de ses 280 ch. Mais l'autre vedette plus concrète pour le public présent cette semaine à Lyon, c'est la berline compacte Peugeot 308 restylée qu'il est déjà possible de s'offrir avec des prix particulièrement étudiés. Nous vous le disions plus haut, n'espérez pas en revanche approcher la Renault Clio 6 sur le stand de la marque au losange au Salon de Lyon 2025, elle n'y est pas. En revanche, tout le reste de la gamme est à la disposition des visiteurs et ce sera aussi l'occasion de profiter de la Clio 5 en fin de carrière mais dont les ventes sont toujours très bonnes.

Les nouveautés allemandes du salon de Lyon 2025**BMW iX3**

Les marques automobiles d'outre-Rhin n'ont pas réservé leurs nouveautés au salon de Munich puisque toutes ont fait le déplacement jusqu'à Lyon. Nous vous en parlions plus haut, la star électrique de BMW, le iX3 de seconde génération se laisse approcher. Chez Mercedes-Benz, les nouvelles CLA coupé et CLA Shooting Brake qui toutes deux mettent l'accent sur l'électrique sont aussi présentes, sans oublier le GLC EQ Technology (voir notre galerie photos) avec à son bord un écran de près de 1 mètre de large qui remplacera l'EQC qui n'a guère connu le succès tout en répliquant du tac au tac au BMW iX3.

Volkswagen T-Roc

Sur le stand Volkswagen, la seconde génération du SUV T-Roc figure en bonne place aux côtés de l'ID.Polo, la future Polo électrique, attendue dans la gamme l'an prochain, qui reste cependant un peu dissimulée sous une couche de stickers (voir notre galerie photos). Dans le groupe Volkswagen, la marque Tchèque Skoda expose son SUV électrique Enyaq RS mais aussi le concept car Vision O préfigurant une prochaine mouture 100% électrique du break compact Octavia attendue en 2028. Opel expose les Mokka GSE Rallye et la version de série, deux petits SUV électrique distillant une puissance confortable de 280 ch.

Les japonaises du salon de Lyon**Honda Prelude**

Les marques japonaises sont aussi présentes au salon de Lyon 2025 avec, là encore, pléthore de nouveautés. Honda est venu avec la future Prelude de série. Le

coupé sportif dérivant de la Civic, un genre de véhicule qui est aujourd'hui chassé gardée des constructeurs premium allemands. Coup double pour Nissan qui expose ses nouvelles électriques Nissan Leaf et Nissan Micra, cette dernière étant le clone technique de la Renault 5 E-Tech.

Mitsubishi Eclipse Cross

En parlant de copie, le Mitsubishi Eclipse Cross est dévoilé en première mondiale au salon de Lyon. Il n'est autre que le jumeau du Renault Scénic E-Tech. Tandis que le vaisseau amiral de la gamme, le Mitsubishi Outlander PHEV est habillé aux couleurs de Rallye Hart. Enfin, Toyota est venu en force avec son C-HR+, la version 100% électrique du C-HR de seconde génération ainsi que le bZ4x restylé.

Panorama des marque coréennes Kia et Hyundai au salon de Lyon 2025
Kia EV4

Les deux marques principales du pays du matin calme exposent au salon de Lyon leurs dernières réalisations. Dans le camp de Kia, il s'agit de l'EV4 pour les véhicules électriques et du Sportage restylé parmi les thermiques. Et au rang des véhicules utilitaires électriques, le Kia PV5 - rival de la future Renault Estafette E-Tech - fait sa première apparition en France.

Hyundai Ioniq 9

Chez Hyundai, le petit SUV urbain qui par son format très court attend de pied ferme la Renault Twingo sur prise de 2026, est présenté en version à 5 places. Tandis qu'à l'autre bout du spectre des véhicules branchés, l'imposant Hyundai Ioniq 9 prend ses aises.

Mots fléchés

Affirmative		The Voice		Il en faut huit pour faire un octet		Pronom personnel indéfini		Déserteur		Mammifères amphibies		Condé	
Fonction		Poissons plats		Employé comme astringent		Points cardinaux				Passereau			
								Rivalise					
								Fis chatoyer					
Pièce instrumentale							Prénom féminin					Inconcevable	
Capitale de la région Lombardie							Chlore						
					S'éternisa	Innovant							
						Cité dans la chanson, le bon roi Dagobert							
Jour de l'an vietnamien				Une doctrine sur Dieu									Qui convient parfaitement
				Le domaine des Ases									
Pays du Proche-Orient							Possessif			Souverain			
Immobilisation		Alternât les cultures								Une chanson de Nino Ferrer (Le)			
		Lessiverai								Callosité			
			Voiture de sport à injection				Né de la même mère		Lève-tôt		Amour vache		
											Arbres aromatiques		
Laisser couler de la salive écumeuse	Attribut de certains dieux		Se jette dans la mer du Nord			Amour latin		Souffrance				Pas encore publiées	
			Exaspérât										
					Astate		Prénom de Delon						
					Ressassé		Niobium						
Taylor s'employa à le faire augmenter										Première page			
De mauvais goût													
				Région vinicole									
Village proche du Mans (Lès-le-Mans)	Argon			Canton suisse				Pièce satirique virulente		Le ça de Freud			Piège pour poissons
	Centre à la poste			À l'aide de									
						N'admit pas la réalité				Un allemand			
						Grande vedette				Prise			
Ancienne mesure de capacité		Prières matinales					Avertit						
		Il y a celle de Lusace et celle de Klodzko					Lettre grecque						
					Prénom de Pouce				Vieux				
					Ordre donné à un cheval								
Une autorité administrative indépendante	Surgis		Elle peut-être à air								Nazi		
			Prénom féminin								Genre de certaines abeilles à miel		
				Engrais organique					Plusieurs lei	Petite pomme		Durées	
				Plante textile									
Refuge						Césium		But en aspirant					Sélénium
Surnom d'Elisabeth de Wittelsbach								Ordre religieux catholique					
					Recueils de renseignements								
Fessiers							Partie du membre inférieur						

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 68 dollars

Les prix du pétrole étaient en hausse, mercredi, soutenus par la persistance des tensions géopolitiques qui affectent directement le marché. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,89% à 68,23 dollars dans la matinée. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 0,95% à 64,01 dollars. Malgré la croissance de l'offre, la demande reste robuste en raison de la reprise de l'activité notamment au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique, a-t-on encore souligné.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 25 septembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ANP

Six terroristes abattus à Tébessa

Six (6) terroristes ont été abattus et une quantité importante de munitions et d'autres effets ont été récupérés mardi soir à Tébessa par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans la dynamique des efforts intenses déployés par les différentes unités de nos Forces armées dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont abattu, durant la nuit d'hier, 23 septembre 2025, six (6) terroristes et récupéré six (06) pistolets mitrailleurs de

type Kalachnikov, ainsi qu'une quantité importante de munitions et d'autres effets, et ce, au niveau de la zone de Tlidjene, secteur militaire de Tébessa en 5ème Région militaire», précise la même source. A cet effet, le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, «s'est rendu dans la zone de l'opération, où il a inspecté, en compagnie du Général-Major, Nouredine Hambli, Commandant de la 5ème Région militaire, les unités militaires ayant participé

à cette opération de qualité», ajoute le communiqué. «Monsieur le Général d'Armée, s'est adressé sur place aux personnels militaires qui ont fait preuve de courage et de bravoure, saluant, en cette même occasion, cette opération héroïque, avant de leur transmettre les salutations et les félicitations de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale», relève la même source. Par la suite, le Général d'Armée «a prodigué des orientations à l'ensemble des personnels, en les exhortant à fournir da-

vantage d'efforts afin de préserver la sécurité du pays et des citoyens et à poursuivre la lutte contre les résidus des groupuscules terroristes avec détermination et fierté envers ce devoir sacré». «Cette opération qui s'ajoute aux diverses opérations qualitatives exécutées par les différents détachements de l'ANP dans le cadre de la lutte antiterroriste, réitère encore une fois, la détermination et la résolution des unités engagées à assainir notre pays des résidus des groupuscules terroristes et à éradiquer ce fléau de notre territoire nationale», conclut le communiqué du MDN.

Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

Loin de nous l'idée de contester la pertinence des indicateurs macroéconomiques dans l'évaluation de l'activité économique d'un pays ou d'une région, encore moins de sous-estimer leurs usages dans les comparaisons internationales. Ils sont été bâtis sur des méthodologies sophistiquées et ont connu des améliorations périodiques grâce aux évolutions des outils statistiques et surtout aux nouveaux instruments de calcul. La numérisation a beaucoup apporté à la collecte de l'information. La multiplication des bases de données quantitatives a été aussi très utile pour le croisement des données et ainsi la réduction des incohérences et des erreurs de saisie des informations brutes. Les capacités de calcul permettent quant à elle de multiplier les variables et les tests d'erreur. A la base du calcul des indicateurs, on utilise le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (S.C.N.) Celui-ci a été mis en place, pour la première fois de manière normalisé et documentée en 1953 et il a connu des révisions en 1968, 1993 et 2008. Une dernière révision vient d'être adoptée par la Commission de Statistique de l'ONU en mars 2025 ; les guides d'utilisation ne sont pas encore élaborés. La quasi-totalité des pays utilise ce système harmonisé et normalisé. Tout ceci est merveilleux et même séduisant dans une économie organisée où les données de base sont formalisées à la source (chez le commerçant détaillant, chez le Taxi, ou le petit artisan, chez l'entrepreneur et partout...) grâce à des déclarations fiscales, sociales agencées et croisées par des plateformes numériques et des administrations efficaces et moins corrompues (le contrôle des fausses déclarations). Par ailleurs, chaque Système Statistique National organise sa méthode et utilise des outils pour la collecte de l'information économique allant des enquêtes périodiques aux croisements des bases de données sectorielles. On utilise de

Les indicateurs macroéconomiques ont-ils encore un sens dans les économies sous-développées ?

moins en moins les recensements exhaustifs, coûteux et lourds à conduire. La fiabilité des données et l'efficacité d'un système des comptes nationaux reposent sur l'organisation d'un système de collecte et d'un contrôle-qualité à tous les niveaux. Si vous ne disposez pas d'un bon système statistique, les données collectées ne seront pas fiables et les résultats de leurs analyses et leurs agrégations en indicateurs macroéconomiques ne peuvent être BONS. Partant de là, quid des commentaires, des analyses et des projections qui peuvent être tirés de ces indicateurs. Alors, les analyses savantes des institutions internationales, comme le FMI, La Banque Mondiale, L'OCDE, etc... et les commentaires qui les accompagnent, tantôt élogieux, tantôt menaçants sont plus proches de la fiction que de la réalité. La trouvaille par ces institutions, ces dernières années, pour améliorer la fiabilité des données dans les économies sous-organisées, est ce qu'on appelle les données miroirs, qui consistent à exploiter les données les plus formalisées comme les données douanières et faire des extrapolations sur les autres données moins visibles, oubliant ou faisant semblant d'ignorer le commerce informel transfrontalier. On utilise aussi des approches par proxy en s'appuyant sur des données publiques sur internet ou des données comme la consommation d'énergie ou l'équipement électroménager des ménages pour extrapoler des données sur la consommation ou les revenus des ménages ou l'activité des entreprises. Ça reste hypothétique et fragile. Dans ces économies moins organisées, les activités informelles sont dominantes particulièrement dans l'agriculture et les services de base. La collecte des données dans ces secteurs est très complexe, acteurs atomisés, fiscalité absente, facturation inexistante. Dans l'agriculture, par ex. la collecte des données se fait sur une base déclarative et intuitive par un agent dans les APC.

Seuls les produits livrés aux CCLS (céréales et légumes secs) sont enregistrés et quantifiés de manière acceptable ; mais la production réelle n'est pas totalement cédée à ces coopératives. L'industrie manufacturière et les Travaux public sont entachés de défaillance informationnelle. On continue à enquêter les seules entreprises publiques et on laisse le reste, pourtant le secteur privé est dominant dans plusieurs filières. Ce constat sur l'activité économique peut être généralisé au calcul de l'inflation et au taux de chômage. Pourtant pour ce dernier, jusqu'en 2018, l'ONS organisait deux enquêtes annuelles sur l'emploi avec une certaine fiabilité. L'emploi informel est intégré dans ces enquêtes. Au final, les indicateurs économiques tirés de données peu fiables ne peuvent refléter la situation économique réelle du pays. On ne peut préjuger que les indicateurs calculés soient surestimés ou sous-estimés. Peut-être que le PIB algérien est supérieur à celui donné par les comptes nationaux, comme il peut être aussi inférieur. Les tentatives d'intégration de l'économie informelle dans les agrégats nationaux par des estimations par la technique, formelle et conforme au SCN 2008, de « rebasage » visent à améliorer ces agrégats, particulièrement le PIB, grâce à une actualisation des données de l'année de référence par l'intégration des évolutions dans les structures de l'économie. Ceci reste des solutions ponctuelles, factuelles, conjoncturelles qui ne peuvent se substituer à un système national statistique pertinent capable de produire des indicateurs objectifs sur la base de données fiables. Déjà que les indicateurs macroéconomiques sont contestés en tant que tels, alors les bâtir sur des bases peu fiables, ça réduit encore leur pertinence et leur faire perdre leur sens et leur utilité. En effet, de nombreux économistes critiquent les nomenclatures et les méthodes de calcul des indicateurs et considèrent que

de nombreux paramètres, pas nécessairement quantitatifs et économiques, devraient être intégrés dans les indicateurs pour une juste appréciation de la richesse d'un pays, le bonheur de sa population et les valeurs et l'éthique morale, comme la solidarité, le volontariat, l'économie domestique, l'économie du don etc... L'économiste indien AmartaSEN, Prix Nobel d'économie en 1998, a été le premier à contester la valeur des agrégats économiques ; le PIB, disait-il, ne mesure ni la richesse d'une Nation, ni le bien être d'un individu. Il a appelé à revoir ce système d'évaluation de l'activité et de la richesse des Nations. Son argument tient au fait que les valeurs éthiques et morales ne sont nulle part prises en considération. Il remet en bonne place les comportements en société et établit deux relations fondamentales : Liberté individuelle et Egalité sociale d'une part et Démocratie et Développement économique d'autre part. Le rôle de l'Etat dans la redistribution de la richesse est central. Son influence en économie du développement s'est traduite par la création de l'IDH par le PNUD en 1990, qui permet d'effectuer des comparaisons internationales en termes de développement. En attendant la réforme du système des comptes nationaux par les Nations Unies, améliorons nos données par des enquêtes multiples et régulières et devons bâtir des bases de données solides, sinon, on risque de ne pas avoir une image fidèle de notre économie (en bon ou en mauvais) ou alors nous risquons de faire dire à des chiffres ce que nous voulons entendre. Staline, dans les années trente, disait, lorsque les résultats économiques ne lui plaisaient pas : « les statistiques sont la science des ânes ». L'URSS avait de grands statisticiens à cette époque et même après.